

Yves Boisvert > La guerre aux motards, 340 arrestations plus tard

Page A7



La Presse
cyberpresse.ca

La fin de **Guerrero**
chez les Expos?

Cahier Sports, page 5

Blessé, **Théodore**
ratera deux matchs

Cahier Sports, pages 2 et 3



MONTRÉAL | MERCREDI 20 NOVEMBRE 2002 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 119^e ANNÉE > NO 32 > 84 PAGES > 6 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

LE PÉTROLIER *PRESTIGE* SE CASSE, LA CATASTROPHE REDOUTÉE SEMBLE INÉVITABLE



PHOTO REUTERS

Le pétrolier libérien *Prestige*, qui transportait 70 000 tonnes de fuel, s'est brisé en deux hier et a sombré au large de la Galice, au nord-ouest de l'Espagne. Nos informations, page A5

Remettre la Santé sur pied coûtera 1,8 milliard

PASCALE BRETON

QUÉBEC – Pour maintenir le réseau de la santé à flot, le gouvernement doit injecter dès maintenant 1,8 milliard, en plus d'augmenter la part du budget en santé de 5,2 % par année.

C'est ce que soutient le ministre de la Santé et des Services sociaux, François Legault, qui a dévoilé hier le plan d'action du gouvernement en matière de santé, un document d'une trentaine de pages qui se veut une radiographie des besoins et des coûts en santé.

Le ministre n'a pu préciser où il compte puiser ce 1,8 milliard manquant, mais a promis de présenter des pistes de solution dès le mois de janvier. Auparavant, il souhaite entreprendre une tournée de la province pour débattre de la question des besoins avec la population et les spécialistes du réseau. Tous seront mis à contribution dans le refinancement du réseau, y compris les médecins et les syndicats, a-t-il prévenu.

Avec sa tournée provinciale, le ministre souhaite modifier la perception des contribuables. Un récent sondage démontrait en effet que 70 % des Québécois croient que la gestion est le seul facteur expliquant la hausse fulgurante des coûts.

« Je ne veux pas passer à la deuxième étape (financement) avant d'avoir fait la première étape (tournée). Je veux qu'on s'assure d'abord qu'il y a une majorité de Québécois qui sont d'accord pour dire qu'il y a des problèmes de gestion, mais aussi des problèmes de financement, dus entre autres au vieillissement de la population », a dit le ministre.

Voir SANTÉ en A2

cyberpresse.ca Suivez le débat sur l'avenir du réseau de la santé:

www.cyberpresse.ca/sante

Les Montréalais paient autant... pour trois fois moins d'élus

KARIM BENESSAIEH

CONTRE TOUTE ATTENTE, la réduction draconienne du nombre d'élus dans l'île de Montréal, qui est passé de 290 à 105 avec les fusions, n'aura finalement permis aucune économie.

Selon une compilation des salaires que *La Presse* a obtenue, les 105 élus montréalais actuels se parta-

gent une enveloppe globale de 6,1 millions, auxquels il faut ajouter des allocations de dépenses non imposables de 1,35 million. Or, avant les fusions, on estimait que les 290 conseillers et maires des 28 municipalités de l'île coûtaient une somme similaire aux contribuables, soit 7,58 millions incluant les allocations de dépense.

On est loin des 1,2 million de

dollars d'économies annuelles prévues par le comité de transition, et encore plus de la promesse de la ministre Louise Harel qui faisait miroiter un gain potentiel de 2,5 millions.

Du simple conseiller au maire, tous les postes d'élus ont eu droit à des augmentations substantielles avec la mise en place de la nouvelle ville. Les 31 conseillers d'arrondis-

sement, qui ne siègent pas au conseil municipal, ont droit à un salaire de base de 26 000 \$, en plus de la prime non imposable allouée à tous les élus, qui est de 12 868 \$. Les 73 autres conseillers de la Ville ont droit à un salaire de base de 45 000 \$.

Voir ÉLUS en A2

La TPS « fraudée » d'un milliard

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — En mettant sur pied des entreprises bidon qui déclaraient faire des ventes fictives d'automobiles aux États-Unis, des fraudeurs astucieux, qui profitaient du remboursement de la TPS offert aux exportateurs, auraient ainsi subtilisé près d'un milliard de dollars au fisc canadien au cours des dernières années.

Et tout indique que le gouvernement fédéral ne pourra jamais récupérer cette somme, même

si les autorités policières ont réussi à mettre la main aux collets de certains fraudeurs au cours des derniers mois, puisque l'argent a déjà été dépensé ou placé dans des paradis fiscaux, selon des informations diffusées hier sur les ondes de la radio de CBC.

Le gouvernement Chrétien est au courant depuis au moins quatre ans qu'une telle fraude liée au remboursement de la TPS existe dans certaines régions du pays, mais il n'a jamais pris les mesures nécessaires pour colmater la brèche, selon des documents dévoilés hier à la Chambre

des communes par le député conservateur Bill Casey.

Sept hommes de Milton, près de Toronto, ont subtilisé près de 25 millions au fisc en deux ans grâce à ce stratagème. Ils ont été arrêtés récemment et ont comparu hier devant les tribunaux. Leur procès devrait être celui de la plus importante fraude liée à la TPS dans l'histoire du pays.

Voir TPS en A4

Coopération et transparence, promet l'Irak à l'ONU

Agence France-Presse

BAGDAD — L'Irak a promis à l'ONU une « coopération totale et une transparence totale », a déclaré hier soir à Bagdad le directeur de l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA), Mohamed El-Baradei.

« Tous les responsables irakiens se sont engagés à nous donner leur coopération totale dans une transparence totale », a dit M. El-Baradei au cours d'une conférence de presse à l'issue de deux jours d'entretiens à Bagdad.

« Les Irakiens ont dit qu'ils allaient faire tout leur possible pour coopérer avec les deux organisations », a-t-il ajouté en référence à l'AIEA et à la Commission de vérification et de contrôle des

Nations unies (COCOVINU).

Le chef de la délégation, Hans Blix, a déclaré à la même occasion que le désarmement de l'Irak n'avait pas été fait jusqu'ici de



PHOTO AFP

Hans Blix, chef des inspecteurs de l'ONU en Irak, et, à l'arrière-plan, le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Mohamed El-Baradei.

« manière convaincante ».

Il a qualifié les entretiens de « constructifs », ajoutant qu'ils avaient porté sur les « moyens de reprendre les inspections conformément aux résolutions du Conseil de sécurité ».

« Nous avons abordé plusieurs questions pratiques et abouti à un accord », a dit M. Blix, qui a rencontré avec M. El-Baradei, avant un second round de discussions techniques, le ministre des Affaires étrangères, Naji Sabri.

Dans un communiqué, le Ministère a indiqué que M. Sabri avait assuré aux deux responsables de l'ONU la disposition de l'Irak à « faciliter le travail de leurs organisations ».

Voir IRAK en A2

MON CLIN D'OEIL STÉPHANE LAPORTE

On peut acheter une maison de Westmount au Dollarama.



AUJOURD'HUI
DANS LA PRESSE

Arts et spectacles C1-C8
- télévision C2
Bandes dessinées E8
Bridge E6
Carrières D12
Décès E6, E7
Éditorial A20
Êtes-vous observateur? D20
Feuilleton E8
Forum A21
Horoscope E5

La Presse Affaires D1-D15
Loteries A2, A11
Monde A15-A19
Mots croisés E8, S12
Mot mystère E8
Petites annonces D20
- immobilier D20, D21
- marchandises D21
- emplois D21, E4
- automobile E4, E5
- affaires D2
Vacances-voyage B6



MÉTÉO

Voir S16

Ciel variable
Maximum 7 > minimum 1



6 21924 98765 1

1
3
4
6

3027086

J'adore

le charme et la gastronomie du Vieux-Québec !

Forfait tout inclus à partir de

169 \$*

*Pour 2 nuits, par pers., en occ. double.

1.877.999.9620 www.vieuxquebec.com

DEMAIN DANS LA PRESSE



Pour réussir un party de la Coupe Grey

Dimanche soir, des groupes d’amis, amateurs de football ou pas, se réuniront pour regarder à la télé la finale de la Coupe Grey opposant les Alouettes aux Eskimos d’Edmonton. Comment réussir un party de la Coupe Grey? L’équipe d’Actuel vous donne des trucs et propose quelques recettes toute simples pour sustenter vos invités.

À lire demain dans le cahier Actuel

AUJOURD’HUI SUR CYBERPRESSE



> Pour trouver des idées de cadeaux de Noël, consultez notre section spéciale: cyberpresse.ca/noel

> Suivez en direct le match du Canadien à Pittsburgh: cyberpresse.ca/lnh

> Relisez toutes nos archives de clavardage: cyberpresse.ca/clavardage

POUR NOUS JOINDRE | La Presse

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (QC) H2Y 1K9

TÉLÉPHONE

RÉDACTION	
redaction@lapresse.ca	(514) 285-7070
ABONNEMENT	
	(514) 285-6911
abonnement@lapresse.ca	1-800-361-7453
PETITES ANNONCES	
petitesannonces@lapresse.ca	1-866-987-8363
DÉCÈS ET REMERCIEMENTS	
deces@lapresse.ca	(514) 285-6816

LOTERIES | LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : 6-1-1 > À quatre chiffres : 0-1-6-3

SUITES DE LA UNE



Frank Zampino

PHOTO La Presse



Claude Dauphin

PHOTO La Presse

ÉLUS

Suite de la page A1

Le maire, lui, a une rémunération de départ de 62 780 \$, à laquelle s’ajoutent 67 220 \$ supplémentaires.

Mais c’est en étant membres de diverses instances et commissions que les élus montréalais ont l’occasion de gonfler remarquablement leur salaire. Le président du comité exécutif, Frank Zampino, a ainsi droit à une prime de 58 000 \$, tandis que ses deux vice-présidents reçoivent 50 000 \$ chacun. Les huit autres membres de ce comité — soit le nombre maximal autorisé par la charte de la Ville — reçoivent chacun 35 500 \$ supplémentaires. À ces membres officiels du comité exécutif s’ajoutent sept conseillers « associés » qui reçoivent un bonus de 15 000 \$.

Présider une des sept commissions permanentes de l’hôtel de ville rapporte 15 000 \$. Y siéger, comme le font 38 conseillers: 5000 \$. Présider un des sept gros arrondissements de l’île, comptant plus de 100 000 habitants, rapporte 22 000 \$.

Le nombre de primes et de « rémunérations additionnelles » possibles à l’hôtel de ville est d’environ 120. Il faut y ajouter les six sièges dont dispose Montréal à la Société de transport de Montréal

(de 20 000 à 30 000 \$ par représentant) et les 14 délégués à la Communauté métropolitaine de Montréal (de 2800 \$ à 28 300 \$).

En fait, 78 élus sur 105 sont membres à divers titres d’autres instances. Ils vont ainsi chercher 1,95 million de plus.

Le mieux payé, comme l’exige la Loi sur le traitement des élus municipaux, est le maire Tremblay, qui reçoit 137 000 \$. Cette somme est fixée par Québec, mais, fait à noter, la loi est muette sur l’allocation de dépenses de 12 868 \$ qui s’ajoute au salaire de tous les élus montréalais.

Claude Dauphin, Georges Bossé et Michel Prescott ont le même salaire que le président du comité exécutif, Frank Zampino, soit 123 300 \$. Il s’agit encore là du maximum de 90 % prévu par la loi.

À l’hôtel de ville, on rappelle que les élus de la nouvelle ville ont hérité de responsabilités beaucoup plus grandes qui justifient ces augmentations. « Si vous prenez l’arrondissement de Côte-Saint-Luc—Hampstead—Montréal-Ouest, il y avait là 21 élus avant les fusions: ils ne sont plus que trois, précise le porte-parole, Darren Becker. Tous les conseillers travaillent très fort et leur salaire reflète leur charge de travail. »

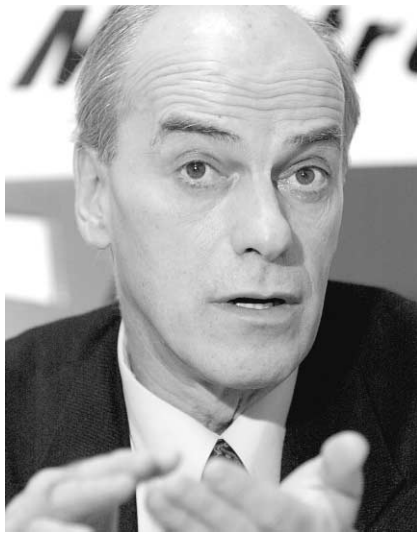
Le conseiller de Snowdon, Marvin Rotrand, est un de ceux qui avaient prévu il y a deux ans cette situation. En décembre 2000, on rapportait dans *La Presse* son scepticisme à l’égard des économies d’échelle. « Il n’y a pas de telles économies quand on va vers une grande ville, l’exemple de Toronto le montre clairement, a-t-il répété hier. Les charges de travail deviennent énormes, et on se retrouve avec deux systèmes incomparables, comme les conseils d’arrondissement qui n’existaient pas avant la fusion. »

■ ■ ■

Les 10 plus hauts salariés * sont:

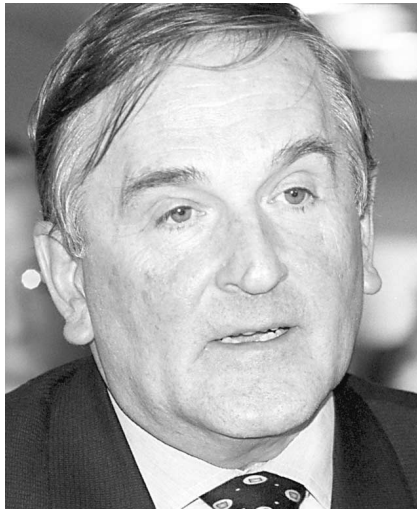
Gérald Tremblay: 137 000 \$
Frank Zampino: 123 300 \$
Claude Dauphin: 123 300 \$
Michel Prescott: 123 300 \$
Georges Bossé: 123 300 \$
Alan DeSousa: 110 500 \$
Marcel Parent: 110 500 \$
Luis Miranda: 110 000 \$
Francine Sénécal: 110 000 \$
Robert Libman: 108 500 \$

* excluant l’allocation de dépenses non imposable de 12 868 \$
Source: Ville de Montréal



Michel Prescott

PHOTO La Presse



Georges Bossé

PHOTO La Presse

SANTÉ

Suite de la page A1

La facture de 1,8 milliard se répartit principalement entre le coût croissant des médicaments, l’utilisation de nouvelles technologies ainsi que le vieillissement de la population. Entre 2001 et 2041, la proportion de Québécois âgés de 65 ans et plus grimpera de 12 % à 24 %, ce qui représentera bientôt deux millions de personnes. C’est une croissance deux fois plus rapide que dans les pays européens, notamment la France, où il faudra environ 70 ans avant d’atteindre ce taux.

« Le Québec n’a probablement jamais été confronté à un aussi grand défi, à un défi qui en est un d’équité entre les générations. C’est un défi lourd, inquiétant », a souligné M. Legault.

Le document diffusé hier démontre que les

services de première ligne — les médecins de famille et les CLSC notamment — requièrent un budget de 842,5 millions, tandis que les soins à domicile et les centres d’hébergement pour les personnes âgées ont besoin d’un réinvestissement de 456,7 millions. En détaillant les dépenses du réseau, le gouvernement identifie également une somme de 241 millions pour le virage prévention — dont le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, Roger Bertrand, a présenté les grandes lignes lundi — ainsi qu’une somme de 234 millions destinée à réduire les délais d’attente.

Pour améliorer les services de première ligne, le ministre Legault a réaffirmé sa volonté d’implanter des groupes de médecine de famille (GMF) dont une centaine des

l’année prochaine et 300 d’ici 2005, ce qui représente un coût total de 160 millions. S’il n’a pas encore trouvé l’argent pour combler tous les besoins, M. Legault a cependant assuré que le gouvernement a déjà prévu un budget pour la mise en place des 100 premiers GMF.

Au cours des prochaines années, le gouvernement devra aussi trouver des sommes supplémentaires: le réseau requiert un investissement de 5,2 % par année alors que les revenus projetés n’augmenteront que de 3,7 %. C’est un manque à gagner de 300 millions annuellement qui atteindra 14 milliards en 2020, selon les chiffres du gouvernement.

« Les besoins sont immenses et ces besoins vont être croissants. On ne peut pas

penser demain matin dégager une marge de manoeuvre de 1,8 milliard dans le budget du gouvernement du Québec », a prévenu M. Legault en conviant la population à un exercice de « lucidité ».

Le ministre a aussi voulu détromper ceux qui espèrent tirer profit du privé. Si les contribuables disposant d’un revenu annuel de 45 000 \$ et plus assumaient le coût de certaines opérations, comme le remplacement des hanches, des genoux ou les cataractes, le gouvernement ferait des économies de seulement 42 millions, a-t-il donné en exemple.

« La privatisation partielle de notre réseau de santé tel que proposé ne réglerait pas le problème de financement du réseau. Le plan strictement comptable, c’est une solution insuffisante. »

IRAK

Suite de la page A1

« Nous sommes engagés à aller vers une solution de la question irakienne », a pour sa part indiqué M. El-Baradei, en faisant allusion à l’embargo.

Mais M. Blix a indiqué aux responsables irakiens que de « nombreux gouvernements continuent à avoir la conviction que l’Irak a encore des armes de destruction massive ».

« Nous avons trouvé, après analyse, que plusieurs questions restent ouvertes », a poursuivi le chef des inspecteurs qui sont revenus lundi en Irak après quatre ans d’absence.

A la fin des entretiens techniques, un conseiller du président de l’Irak Saddam Hussein, le général Amer al-Saadi, a affirmé que l’Irak ferait sa déclaration sur ses programmes d’armement à la date limite du 8 décembre.

« Oui, un rapport et les dossiers (des armes) nucléaires, chimiques, biologiques et les missiles seront soumis dans le délai de 30 jours prévu par la résolution » 1441, votée le 8 novembre, a-t-il déclaré.

Le responsable irakien répondait à une question de la presse sur la date à laquelle son pays entendait présenter ce rapport à l’ONU.

Il a tenu par ailleurs à préciser que l’Irak n’avait pas de « nouveaux programmes d’armement ». « Nous allons le dire en toute honnêteté et exposer à nouveau nos anciens programmes avec des clarifications. »

Dans des déclarations sur des télévisions arabes, M. El-Baraderi a indiqué que les autorités irakiennes allaient faire cette déclaration à la même date.

« L’Irak va présenter une nouvelle déclaration sur tout ce qu’il possède comme armes de destruc-

tion massive et sur toutes ses activités dans les domaines chimiques, biologiques et du nucléaire civile », a-t-il dit sur la chaîne Al-Jazira du Qatar.

« Nous allons commencer nos opérations d’inspection avant cette date (...) et vérifier ensuite la déclaration irakienne que nous espérons complète et précise », a-t-il ajouté.

D’autre part, le secrétaire général de l’ONU, M. Kofi Annan, a estimé hier que les tirs dans les zones d’exclusion en Irak ne seront pas considérés par le Conseil de sécurité comme une violation de sa résolution 1441.

Washington a qualifié lundi de « violation patente » de la résolution de l’ONU sur le désarmement de l’Irak la poursuite d’attaques contre des avions américains et britanniques survolant les zones d’exclusion aérienne de ce pays.

Ambulanciers Précision

SAMEDI dernier, dans un article portant sur la signature d’une nouvelle convention collective des ambulanciers, nous écrivions que le salaire horaire moyen des techniciens ambulanciers était de 24 \$. Le salaire moyen est plutôt d’environ 19 \$ et le taux horaire maximum est de 22 \$. Toutes nos excuses.

EN VOYAGE AVEC VOUS

Les mercredi et samedi dans **La Presse**

VACANCES VOYAGE

Reverso Gran’Sport Duo

CHÂTEAU D’IVOIRE

Depuis 1978

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514) 845-4651

SANTÉ > RÉFORME LEGAULT

842,5 millions

pour les services de première ligne

«Il faut mettre en oeuvre une médecine de proximité», a dit le ministre de la Santé, François Legault. À commencer par la création de 300 groupes de médecine familiale d'ici 2005 (160 millions) pour ensuite offrir des services plus complets et similaires dans tous les CLSC (177 millions). Le reste servira à consolider l'octroi de services aux personnes souffrant de divers problèmes de santé pour leur permettre de demeurer dans leur milieu de vie. Notons entre autres des sommes supplémentaires pour le suivi des personnes atteintes d'une maladie chronique (150 millions), pour celles atteintes de troubles mentaux et pour les suicidaires (42 millions).

456,7 millions

pour les soins et services aux aînés

Dans l'ensemble de la province, les CLSC verront leur offre de services de soutien à domicile accrue pour les aînés en perte d'autonomie et uniformisée pour tous les établissements (133,5 millions). Les services aux aînés offerts dans la communauté devront aussi être multipliés (171 millions), tout comme ceux qui sont offerts aux personnes hébergées. Parallèlement, 2200 nouvelles places en centres d'hébergement et de soins de longue durée seront créées (152,2 millions).

241 millions

pour la prévention

Québec diffusera de l'information dans tous les foyers de la province sur les moyens à prendre pour rester en santé (73 millions) et offrira plus de services préventifs dans le réseau (118 millions). De l'argent sera aussi investi pour soutenir des acteurs majeurs à l'extérieur du réseau de la santé (50 millions), dont le milieu scolaire, les centres de la petite enfance et les municipalités.

234 millions

pour réduire l'attente

Les délais d'accès aux services spécialisés seront dorénavant chiffrés et devront être respectés. Québec injectera 162 millions, pour «permettre aux médecins d'opérer davantage». Le gouvernement veut aussi payer les frais de déplacement et de séjour aux personnes qui ont besoin de soins spécialisés disponibles à l'extérieur de leur région (9 millions). Le guide de gestion des urgences sera appliqué à la lettre, ce qui coûtera 25 millions, notamment pour réorganiser le travail des professionnels et réaménager certaines urgences. Les services offerts avant l'arrivée des malades aux urgences, incluant les services ambulanciers, seront aussi réorganisés (38 millions).

Où trouver l'argent ?

Selon le ministre de la Santé, le rehaussement nécessaire du financement du réseau s'élève à tout près de 1,8 milliard, à quoi il faut ajouter une augmentation annuelle de 5,2%. Où trouver cet argent? «Les revenus actuels ne sont pas suffisants pour répondre aux besoins en santé», se contente pour l'instant de répondre M. Legault, qui dit vouloir proposer des solutions en matière de financement dans les prochaines semaines, après une série de consultations publiques. Il a notamment montré du doigt le déséquilibre fiscal et a répété qu'Ottawa doit injecter plus d'argent en santé, tout en affirmant que le gouvernement provincial devra exclure toute baisse d'impôts.

PASCALE BRETON
et ALEXANDRE SIROIS

Après des années à clamer que le réseau de la santé est sous-financé, les intervenants du milieu de la santé ont enfin l'impression d'avoir été entendus par le ministère, mais se demandent maintenant où Québec compte prendre l'argent nécessaire au refinancement.

Au terme de la présentation du ministre de la Santé, François Legault, concernant le plan d'action de son ministère, le président du Collège des médecins, le Dr Yves Lamontagne, a parlé de «courage, flexibilité et décentralisation». «Il n'y a pas de sottes économies, a-t-il fait valoir en prônant une meilleure organisation du travail. Une somme de 1,8 milliard, ça ne se trouve pas comme le père Noël et, nécessairement, on ne sait pas très bien ce qui va arriver, comment on va aller la chercher. Mais je pense qu'aujourd'hui, il faut trouver tous les moyens possibles, aussi petits soient-ils, pour faire en sorte que le réseau vive dans un système public.»

La Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ) accueille pour sa part d'un bon oeil les priorités établies par M. Legault, particulièrement le fait que l'accent soit mis sur le renforcement de la première ligne. En revanche, on se disait ouvertement «sceptique» quant à la réalisation des objectifs fixés.

«Le ministre l'a clairement dit. (...) Il y a un énorme problème de financement et si on

ne trouve pas le moyen de mieux financer le réseau, tout l'exercice qu'on a fait va s'avérer presque inutile. Ce seront des vœux pieux», a souligné le président de la FMOQ, Renald Dutil.

Quel traitement entreprendre ?

Le président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ), Yves Dugré, se montre aussi prudent que son homologue. «Pour ce qui est du diagnostic, il a fait de lui un bon médecin, a-t-il dit au sujet du ministre Legault. Mais au niveau du traitement, il y a un problème!»

Le Dr Dugré est particulièrement satisfait de voir que le ministre de la Santé a admis qu'il faut rehausser la rémunération du personnel du réseau. Il se réjouit aussi que M. Legault reconnaisse l'existence d'un problème d'accès à l'équipement et aux salles d'opération en médecine spécialisée, auquel il veut remédier en accroissant le financement. Par contre, le Dr Dugré tempère sa réaction parce que le ministre de la Santé n'a pas été en mesure de proposer immédiatement des mesures de financement. Le ministre veut plutôt entreprendre une tournée provinciale pour débattre de la question des besoins en santé avec la population.

Vice-président de l'Association des hôpitaux du Québec, Daniel Adam a de son côté salué cette discussion à laquelle le convie le ministre. «C'est un débat qu'on réclame depuis des années. (...) Au moins, on vient de reconnaître qu'il faut financer le réseau à la bonne hauteur.»

Le président de l'Association des CLSC et CHSLD du Québec, Jacques Lemire, considère lui aussi que le ministre a bien fait

ses devoirs. «Il reste à voir comment tout cela va être financé, comme va se faire le débat public, mais pour nous, c'est intéressant et important. (...) On espère que ce débat public va finir par donner un financement adéquat.»

Ancien collègue de M. Legault à la Santé et maintenant directeur général de la Régie régionale de Montréal-Centre, David Levine était présent à Québec hier pour la présentation du plan d'action. «Comme administrateur, les chiffres répondent réellement à ce qu'on voit comme besoins dans le système. Si cette mise à niveau était possible, il n'y aurait pas de listes d'attente et d'urgences encombrées. On aurait des soins à domicile appropriés et chaque citoyen aurait un médecin de famille qu'il pourrait appeler. Ce serait un système différent qui roulerait très bien», a-t-il déclaré.

La santé sur une liste d'attente, selon l'opposition

Du côté de l'opposition, autant le chef du Parti libéral du Québec, Jean Charest que la députée de Joliette et porte-parole adéquate en matière de santé, Sylvie Lespérance, considèrent que le plan d'action du ministère dresse un constat d'échec des huit dernières années. «Le système de santé québécois est dorénavant sur une liste d'attente. Il n'y aura pas de priorités pour la santé, on choisit à la place de jouer à l'autruche», a lancé M. Charest.

«Un bon architecte qui prépare un plan doit présenter à son client non seulement ce qu'il entend réaliser, mais comment il va le réaliser et quels seront tous les matériaux qui vont être inclus à l'intérieur de ce plan», a commenté Mme Lespérance.



Photo JACQUES BOISSINOT, Presse Canadienne ©

«Pour ce qui est du diagnostic, il a fait de lui un bon médecin», a dit le président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec au sujet du ministre Legault.

VINCENT MARISSAL

vincent.marissal@lapresse.ca

C'est grave, docteur?

«Il manque de l'argent, encore, ce n'est pas très surprenant, mais le gouvernement le prendra où cet argent ? Un moment, il va falloir discuter du recours au privé de façon structurée et parler de dégraissage dans le réseau de la santé.»

Au bout du fil, la voix de Claude Castonguay trahit une certaine lassitude. Après 40 ans d'observation privilégiée de notre système de santé, le père de l'assurance-maladie en arrive à la conclusion que le plus grand mal affligeant la santé au Québec est le manque de courage de nos gouvernements.

En posant un diagnostic alarmant sur notre système, le ministre François Legault dit «faire le pari de la vérité». En entrevue, récemment, le ministre se disait convaincu que les Québécois seraient renversés d'apprendre à quel point notre réseau public est sous-financé.

Claude Castonguay, comme la grande majorité des spécialistes de la question, n'a pourtant pas été renversé. Mais il semble de plus en plus exaspéré par la lenteur du gouvernement à donner un grand coup de barre. Le diagnostic, on le connaissait, on attend maintenant la prescription, dit en substance l'ancien ministre libéral, qui a jeté tout un pavé dans la mare le mois dernier en se disant d'accord avec quelques principes avancés par l'ADQ de Mario Dumont.

«Le gouvernement a le rapport de la commission Clair entre les mains depuis près de deux ans, pourquoi n'a-t-il rien fait ? Pourtant, c'est un bon rapport, c'était un bon départ.»

Bon départ, mais Claude Castonguay est rendu, lui, beaucoup plus loin dans sa réflexion. Engagé dans une voie

diamétralement opposée à celle tracée hier par le ministre Legault, il prêche pour un recours plus grand au secteur privé et pour un «dégraissage» dans les régies régionales et dans les hôpitaux. M. Castonguay dénonce aussi les conventions collectives qui, dit-il, «ajoutent un fardeau pour l'ensemble du réseau».

Comme beaucoup de monde dans le réseau de la santé, Claude Castonguay ne croit pas aux solutions «tirées par les cheveux» du porte-parole de l'ADQ Stephen Morgan. (Il n'est pas le seul : certains stratèges adéquistes qualifient de «simplistes» et de «d'un peu gênantes» les démonstrations du Dr Morgan). Cela dit, le père de l'assurance-maladie fait résolument partie des pro-privé, un groupe honnis par le gouvernement québécois.

Le débat préélectoral qui s'articule en ce moment au Québec autour de l'avenir de notre système de santé aura au moins permis de départager clairement les pro et les anti-privé. C'est déjà ça. Reste maintenant aux pro à démontrer, chiffres à l'appui, en quoi le recours au privé sauvera le système. Et au ministre Legault à nous dire où il compte trouver les quelque 2,5 milliards qu'il veut injecter dans le réseau par année.

■ ■ ■

Dans un exercice rigoureux qui fait honneur à sa première profession de comptable, le ministre Legault a présenté hier un diagnostic dur et sans complaisance, se gardant toutefois de prescrire le remède. Cela viendra plus tard, dit-il, laissant maintenant



aux Québécois le soin de débattre des options.

Il ne reste pourtant plus grand chose à débattre, à écouter François Legault. D'un côté, il affirme qu'il manque déjà 2,5 milliards par année, que

les coûts de la santé ne cesseront de croître en raison du vieillissement de la population, des besoins plus grands de personnel, de l'augmentation des coûts des médicaments et des nouvelles technologies. Le ministre voudrait même, dans un monde idéal, accorder des hausses de salaires aux infirmières.

De l'autre côté, il rejette le recours au privé, il affirme que le dégraissage de l'appareil ne porterait que des broutilles, il refuse de diminuer les services offerts, il ne se fait pas d'illusion quant à la générosité prochaine d'Ottawa et il ne croit pas à la solution des libéraux de geler le budget des autres ministères pour augmenter celui de la Santé.

Alors, comme diraient les Anglais : si ça ressemble à un chien, si ça marche comme un chien, si ça jappe comme un chien, eh bien ! c'est un chien !

Appelez ça un impôt dédié à la santé, appelez ça une contribution à la caisse-santé, appelez ça une taxe si vous voulez ; chose certaine, c'est de votre poche que viendra la solution Legault aux problèmes de sous-financement du réseau public de santé.

Le ministre le dit lui-même : les Québécois sont à l'heure des choix et ceux-ci seront douloureux. «Je vous le dis tout de suite, les décisions seront difficiles, confieait

récemment François Legault. Il faut que quelqu'un paye. Nous aurons besoin de 1,8 milliard, ce n'est pas une nouvelle réjouissante pour la population.»

À la limite, les chiffres lancés hier par M. Legault n'ont pas d'importance. Après tout, nous n'en sommes plus à 500 millions près dans le débat sur le financement de la santé. Le plus important, pour François Legault, c'est de marquer son territoire et d'y planter deux gros panneaux sur lesquels il est écrit : «Non au privé» et «La santé avant les baisses d'impôt».

«Pensez-vous vraiment que Mario Dumont va continuer à parler du privé et que Jean Charest va continuer à promettre des baisses d'impôts d'un milliard par année après avoir pris connaissance de la situation en santé ?» demande M. Legault.

En ce sens, le document déposé hier par le ministre de la Santé est beaucoup plus un plan électoral qu'un plan pour la santé.

À moins que ce ne soit un plan pour François Legault lui-même. Accusé d'être trop à droite par certains militants du Parti québécois, le millionnaire d'Air Transat vient de se planter les pieds résolument à gauche pour la survie du réseau public de santé.

Il est rare, et certainement téméraire, pour un ministre d'étaler aussi publiquement ses demandes de financement. Ce genre de bataille se fait normalement derrière les portes closes du Conseil des ministres. La réaction du premier ministre et de sa ministre des Finances dans les prochains jours en diront long sur les chances de survie du plan Legault. Et sur les chances de survie du ministre tout court.

Mulroney chaudement accueilli au parlement

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Près de 10 ans après avoir quitté la vie politique, l'ancien premier ministre conservateur Brian Mulroney a remis les pieds au parlement hier où il a été louangé par l'un de ses plus grands détracteurs, l'actuel premier ministre Jean Chrétien, et où il a aussi été confronté à un manifestant brandissant un petit drapeau américain.

M. Mulroney, qui participait à une cérémonie marquant le dévoilement de son portrait officiel en tant que 18^e premier ministre du pays, a en effet vu un individu qui a réussi à se glisser dans la foule parvenir à ses côtés, malgré les nouvelles mesures de sécurité en vigueur sur la colline parlementaire depuis les attentats du 11 septembre, cela au moment même où il s'apprêtait à lever le rideau cachant son portrait.

Des gardiens de sécurité médusés se sont empressés de mettre la main au collet de l'homme après que ce dernier eut agité le petit drapeau américain derrière la tête de M. Mulroney. Ils l'ont rapidement conduit à l'extérieur de la salle où se déroulait la cérémonie. L'homme dans la cinquantaine a été relâché hier soir sans qu'aucune accusation ne soit portée contre lui.

Bon prince, l'ancien premier ministre, qui a dirigé le pays entre 1984 et 1993 et qui a fait l'objet de virulentes critiques à cause des politiques controversées qu'a adoptées son gouvernement, a tourné l'incident à la blague.

« J'aurais aimé qu'ils ne mettent pas ce gars dehors aussi rapidement. C'était un de mes supporters », a déclaré M. Mulroney devant quelque 300 invités, dont plusieurs anciens ministres conservateurs, provoquant des éclats de rire.

M. Mulroney, qui était accompagné de sa femme Mila et de ses quatre enfants, a été chaudement applaudi en faisant son entrée dans la salle en compagnie du premier ministre Jean Chrétien, qui avait dénoncé plusieurs des politiques adoptées par le gouvernement conservateur, notamment la TPS et l'Accord de libre-échange nord-américain avant de prendre le pouvoir en 1993.

Mais M. Chrétien, qui a quitté le pays deux heures après cette cérémonie pour se rendre à Prague où il participera à un sommet de l'OTAN, a tenu à rendre hommage à son ancien adversaire à la Chambre des communes en disant que M. Mulroney passera à l'histoire pour avoir réussi à négocier un accord de libre-échange avec les États-Unis.

« Nous faisons partie d'un groupe très privilégié. Quelles que soient les différences partisans, les convictions ou l'idéologie qui nous sépare, tous les premiers ministres partagent le même but, celui de faire du Canada un pays encore meilleur », a déclaré M. Chrétien, en saluant le rôle de M. Mulroney dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud.

À la blague, M. Chrétien a fait



Photo CP

« Je suis reconnaissant de voir M. Chrétien ici. Je croyais qu'il avait pris sa retraite », a lancé à la blague Brian Mulroney, dont le portrait officiel a été dévoilé au parlement.

allusion aux rumeurs voulant que des conservateurs prient M. Mulroney de faire un retour en politique. « Au cours des derniers jours, j'ai lu dans les médias des reportages disant que vous devriez revenir en politique. Je veux être très clair aujourd'hui que si vous effectuez un

retour, je vais rester aussi », a lancé M. Chrétien, qui a annoncé en août avoir l'intention de tirer sa révérence en février 2004.

Se disant touché par les bons mots de M. Chrétien et la présence de nombreux anciens collègues, M.

Mulroney a tenu à remercier ceux qui l'ont appuyé durant les deux mandats parfois tumultueux de son gouvernement marqués par une récession, l'adoption de la TPS, la négociation du traité de libre-échange et l'échec retentissant de l'accord du lac Meech.

« Je suis reconnaissant de voir M. Chrétien ici. Je croyais qu'il avait pris sa retraite », a déclaré M. Mulroney.

Dans un discours au cours duquel il a su emprunter à la fois le ton solennel et le ton de l'humour, l'ancien premier ministre a invité les partis de l'opposition à veiller au grain aux Communes afin d'assurer un gouvernement imputable aux Canadiens.

« La démocratie canadienne s'épanouit par le choc des idées et par la promotion de visions différentes de notre pays sans détruire la réputation des gens. Il doit y avoir de la place pour des débats puissants, pour la dissidence à chaque fois que le gouvernement se propose de mettre en oeuvre des politiques », a dit M. Mulroney.

L'ancien premier ministre a tout de même profité de l'occasion pour décocher quelques flèches à l'endroit de M. Chrétien en disant qu'un bon premier ministre maintient des liens étroits avec ses collègues du caucus.

M. Chrétien a souvent été critiqué par ses propres députés qui lui reprochent de carrément les ignorer dans l'élaboration des politiques de son gouvernement.

TPS

Suite de la page A1

En tout, 18 personnes ont été arrêtées relativement à cette fraude qui a été mise au jour par les autorités policières après une enquête de 10 mois. Selon des économistes, ce genre de fraude pourrait avoir coûté près de un milliard au Trésor fédéral jusqu'ici.

« Des millions de dollars, voire des centaines de millions de dollars ont été perdus à cause de l'incurie de ce gouvernement », a déclaré hier le député Bill Casey, qui dit avoir soumis un cas de fraude semblable il y a quatre ans au ministre du Revenu du temps, Herb Dhaliwal.

M. Dhaliwal, qui est aujourd'hui ministre des Ressources naturelles, se serait alors engagé à adopter des mesures afin de supprimer cette échappatoire.

En vertu de ce stratagème, qui est répandu dans le secteur des ventes d'automobiles, des personnes mettent sur pied des entreprises bidon, prétendent avoir acheté des automobiles et les avoir vendues à des clients aux États-Unis.

Ils présentent ensuite une demande de remboursement de la TPS, même s'ils n'ont jamais acheté de véhicule. Le gouvernement fédéral rembourse la TPS aux entreprises qui exportent à l'étranger pour qu'elles demeurent concurrentielles et qu'elles ne soient pas pénalisées par des prix gonflées de 7 % par la TPS.

Le hic, c'est que le ministère fédéral du Revenu exige rarement la preuve que les transactions ont bel et bien eu lieu, à moins qu'une vérification comptable ne le porte à le faire. Et le fisc émet rapidement un chèque sur la seule foi d'une demande de remboursement.

Tant et si bien que des gens réclament des remboursements d'Ottawa pour des voitures qu'ils n'ont jamais achetées et qu'ils n'ont jamais exportées.

Dans un entretien accordé à CBC, un de ceux qui ont utilisé ce stratagème a déclaré sous le couvert de l'anonymat à quel point il était facile de frauder le gouvernement. « C'est très facile. En moins de 15 jours, j'ai reçu 100 000 \$ de chèques », a déclaré cette personne qui a été condamnée à une peine de 18 mois de prison.

En tout, cette personne a obtenu d'Ottawa des chèques de remboursement de la TPS totalisant 400 000 \$ en six mois avant de se faire prendre par le fisc. L'an dernier, Ottawa a versé l'équivalent de 31,2 milliards en remboursement de la TPS sur des revenus totaux de 61 milliards. Jusqu'à maintenant, 11 personnes ont été écrouées pour avoir commis des fraudes reliées au remboursement de la TPS et totalisant 11,5 milliards de dollars.

Interrogé au sujet de cette vaste fraude à l'issue d'une réunion de son cabinet, hier, le premier ministre Jean Chrétien s'est contenté de dire que les fraudeurs seront amenés devant les tribunaux. « S'il y a des problèmes avec la fraude, nous allons arrêter ceux qui sont responsables de ces fraudes, nous allons les attraper et ils devront payer », a-t-il commenté.

VIVRE POUR ROULER

La nouvelle Dodge SX 2.0 2003

Louez à

199\$[†]

par mois.

NOUS PAYONS VOTRE PREMIER VERSEMENT MENSUEL^{††}

Options de location de 48 mois offertes*	
Mensualités	Comptant initial
227 \$	1000 \$
251 \$	0 \$

Ou achetez à

13 999\$*

Location de 48 mois. Comptant initial de 2185 \$ ou échange équivalent. Transport inclus.

Équipement de série : 132 ch • Lecteur de CD • Phares antibrouillards • Volant inclinable • Dispositif de prévention du vol Sentry Key^{MD} • Et plus !

LA MEILLEURE PROTECTION QUE NOUS AYONS JAMAIS OFFERTE SUR TOUS LES VÉHICULES DODGE 2003.

DODGE SX 2.0

GARANTIE DE 7 ANS OU 115 000 KM SUR LE MOTEUR ET LA TRANSMISSION ET ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES SUR 24.**

VIVRE POUR ROULER

dodge.ca

SEULEMENT CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE DODGE

* Le prix comprend les allocations du fabricant consenties aux concessionnaires et est établi pour la Dodge SX 2.0 2003 équipée de l'ensemble 21D. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. † Tarifs mensuels pour 48 mois établis pour la Dodge SX 2.0 2003 avec l'ensemble 21D. Le dépôt de sécurité est de 0 \$ pour un temps limité seulement et peut changer sans préavis. Location pour usage personnel seulement. Aucun rachat requis. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 81 600 km au taux de 15 c le kilomètre. Frais d'administration des concessionnaires en sus à la location. †† DaimlerChrysler effectuera votre premier paiement mensuel (incluant les taxes applicables) jusqu'à concurrence de 500 \$ à la location de la Dodge SX 2.0. Ce paiement fait par DaimlerChrysler exclut la portion du paiement mensuel représentant certains frais comme le transport, l'immatriculation, l'assurance, les droits sur les pneus neufs et les frais d'inscription au Registre. * † Sous réserve de l'approbation de Services financiers Chrysler Canada. Transport (inclus à la location), immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre et taxes en sus. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Offres d'une durée limitée, valables sur les modèles 2003 seulement, et exclusives, qui ne peuvent être combinées à aucune autre offre à l'exception de la remise aux diplômés et du programme d'aide aux handicapés physiques. Les offres peuvent changer sans préavis. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. Photo à titre indicatif seulement. ** Garantie de 7 ans ou 115 000 km sur le groupe motopropulseur, selon la première éventualité, et assistance routière 24 heures sur 24. Des conditions s'appliquent. † Remise aux diplômés de 500 \$ à la location ou 750 \$ à l'achat d'un véhicule. Ces offres excluent la Dodge Viper. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada, une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep[®] • Dodge du Québec

DIPLOMÉS

Rabais jusqu'à 750\$[†]

+

Le pétrolier *Prestige* sombre au large de l’Espagne

La marée noire pourrait représenter près de deux fois celle de l’*Exxon Valdez*

MAR ROMAN
Associated Press

MADRID – La catastrophe écologique redoutée depuis une semaine semble désormais difficilement évitable : le pétrolier *Prestige*, qui transportait plus de 70 000 tonnes de fioul, s’est brisé en deux hier et a sombré à environ 250 kilomètres au large de la Galice, au nord-ouest de la péninsule ibérique, menaçant d’une marée noire les côtes espagnoles, portugaises et peut-être même françaises.

Face à ce désastre, la commissaire européenne aux Transports et à l’Énergie, Loyola de Palacio, a adressé hier une lettre aux 15 États membres de l’Union européenne leur enjoignant de réformer en profondeur le droit maritime et de faire accélérer l’application des mesures décidées après le naufrage de l’*Erika*, qui avait souillé 400 km de côtes bretonnes en décembre 1999.

En vertu de ces règles européennes adoptées après le naufrage de l’*Erika* et devant entrer en vigueur en juin 2003, les autorités portuaires ont l’obligation d’inspecter au moins 25 % des navires arrivés à quai, tout particulièrement ceux à coque unique et battant pavillon de complaisance.

Ce que tout le monde craignait s’est donc produit aux environs de 8 h (7 h GMT) : le pétrolier battant pavillon bahaméen, qui avait commencé à perdre du carburant mercredi dernier en pleine tempête, s’est cassé durant les opérations de remorquage destinées à l’éloigner des côtes, a annoncé Lars Walder, porte-parole de la compagnie néerlandaise de sauvetage en mer SMIT qui remorquait le pétrolier. Il a alors sombré par un temps agité avec des vagues de cinq mètres de haut.

La SMIT a estimé que le *Prestige*, qui transportait à l’origine 77 000 tonnes de fioul, en avait perdu jusqu’ici entre 5200 et 10 400 tonnes. Il reste encore une chance que certains des réservoirs demeurent intacts et viennent reposer par 3600 mètres de fond dans une eau glaciale, ce qui limiterait les dégâts.

Mais si ces réservoirs cèdent et que le *Prestige* perd la totalité de la cargaison, la marée noire représenterait près de deux fois celle de l’*Exxon Valdez*, en 1989, au large de l’Alaska. « C’est une bombe à retardement au fond de la mer », s’est



Le *Prestige*, qui transportait plus de 70 000 tonnes de combustible, en avait déjà laissé échapper plusieurs tonnes hier dans l’Atlantique. Sur le rivage, les nappes ont pénétré dans une bande fragile de 35 km entre le cap Finisterre, riche en coquillages, et Malpica. La zone est également réputée pour ses poulpes et ses crabes. Des dizaines de plages et criques, comme celle ci-dessus près de la Corogne, ont été souillées par du fioul épais et déjà la faune côtière est affectée : 150 animaux, essentiellement des oiseaux, ont été recueillis pour être traités.

inquiété Maria José Caballero, de Greenpeace.

Le *Prestige* avait déjà laissé échapper hier quelque 3000 tonnes de fioul dans l’Atlantique. Sur le rivage, les nappes ont pénétré dans une bande fragile de 35 km entre le cap Finisterre, riche en coquillages, et Malpica. La zone est également réputée pour ses poulpes et ses crabes. Des dizaines de plages et criques ont été souillées par du fioul épais et déjà la faune côtière est affectée : 150 animaux, essentiellement des oiseaux, ont été recueillis pour être traités.

« Nous avons vu de nombreux poissons et oiseaux morts, et d’autres à l’agonie », a déploré Ezequiel Navío d’ADENA, branche es-

pagnole du Fonds mondial pour la nature (WWF). Des soldats et des volontaires nettoient toujours le littoral entre le cap Finisterre et la Corogne. La pêche, l’une des principales activités de la Galice, est interdite ce qui met des centaines de personnes au chômage technique.

Côté portugais, les autorités ont ordonné hier le déploiement d’unités de dépollution sur une bande côtière longue de 150 km. Mais la marée noire, mesurant 36 km de long sur 500 mètres de large, se dirigeait hier vers l’Espagne à une vitesse de 2 km/h. Selon la marine portugaise, vents et marées protégeront le Portugal jusqu’à demain.

Le navire, propriété de la compagnie Mare Shipping Incorporated

enregistrée au Liberia, faisait route vers Singapour la semaine dernière lorsqu’il a été pris dans la tempête. Les autorités espagnoles affirment qu’il n’avait pas subi d’inspection depuis 1999 malgré des escales régulières à Gibraltar, des accusations démenties par la Grande-Bretagne.

Alors que le capitaine grec du navire immatriculé aux Bahamas a été écroué dimanche soir, la compagnie gérant le *Prestige* assure de son côté que c’est la première fois que ce navire vieux de 26 ans connaît de tels problèmes. « Il n’y a eu aucun précédent qui ait entraîné une pollution », selon un porte-parole ayant requis l’anonymat.

Le dernier contrôle subi dans un

port avait été effectué en 1999 et la dernière inspection annuelle en mai dernier, a-t-il précisé. Tous les cinq ans, le pétrolier est mis en cale sèche pour une inspection totale, dont la dernière remontait à mai 2001, a-t-il ajouté.

La côte du nord-ouest de l’Espagne a essuyé les conséquences de plusieurs avaries de pétroliers ces dernières années. La pire catastrophe est survenue en 1992 quand le tanker grec *Agean Sea* avait perdu 81 700 tonnes de brut après s’être échoué près de la Corogne.

[cyberpresse.ca](#) **Naufrage du Prestige**
Suivez la progression de la marée noire qui menace l’Europe à [www.cyberpresse.ca/prestige](#)

Le Portugal ne paiera pas

Associated Press

LISBONNE — Alors que les autorités portugaises ont commencé à déployer des moyens de dépollution après le naufrage du pétrolier *Prestige*, hier, le Portugal a laissé entendre qu’il pourrait ne pas assumer ses responsabilités pour une catastrophe survenue, selon lui, dans les eaux territoriales espagnoles.

Lisbonne a tenu à rappeler que les premières fuites de fioul ont eu lieu la semaine dernière en zone espagnole, avant que le bâtiment, vieux de 26 ans, ne soit remorqué en haute mer et qu’il ne sombre avec des tonnes de fioul dans ses cuves.

Le premier ministre José Durao Barroso a indiqué que la marine portugaise lui avait dit qu’il était « absolument certain et confirmé » que le tanker se trouvait dans les eaux espagnoles. Le ministre de la Défense, Paulo Portas, a discuté de cette question avec des responsables espagnols en début de semaine à Bruxelles.

« L’accident a eu lieu dans les eaux espagnoles et ça représente un poids juridique certain », a-t-il déclaré à l’agence portugaise Lusa, sans en dire plus.

En attendant, son ministère a annoncé le déploiement d’unités de dépollution sur une portion de littoral longue de 150 km. Mesurant 36 km de long sur 500 mètres de large, la marée noire se dirigeait hier vers l’Espagne à une vitesse de 2 km/h et le commandant Augusto Ezequiel, de la marine portugaise, estimait que la force des vents et des marées protégeront le Portugal jusqu’à demain. « On ne sait pas où elle s’échouera », a-t-il cependant reconnu.

Alors que les pêcheurs portugais entendent d’ores et déjà réclamer des dédommagements au gouvernement, l’opposition socialiste a demandé d’urgence la tenue d’un débat parlementaire qui permettra de déterminer les responsabilités de chacun.

N O È L

La cami corset panne de velours 29.⁹⁵
C'est la cami chic à porter dessous-dessus avec ses longues coutures de la poitrine à la taille, son encolure carrée super-féminine. Rouge opéra ou noir. P.m.g. Rég. 40.00

Le pyjama satin broissé vintage 49.⁹⁵
Exclusivement pour La Guêpière. Satin avec doux intérieur broissé pour un confort incomparable. Bordure en fleurs couleur lilas à coeurs rouges sur fond bleu saphir. P.m.g. Rég. 65.00

Le certificat-cadeau Simons
Le bon-cadeau qui laisse entièrement carte blanche ! D'une valeur de votre choix, disponible à toutes nos caisses.

La robe détente forme canadienne 69.⁹⁵
Un cadeau exclusif. Molleton 80% coton 20% polyester, duveteux pour un confort exceptionnel. Boutons bûchettes, broderie au point couverture. Ivoire sur beige ou bleu. P.m.g. Rég. 95.00

simons

Un cadeau pour vos cadeaux !
Magasinez, nous emballons. La boîte-cadeau Simons, une tradition de qualité à Noël.

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, LAVAL CARREFOUR LAVAL, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

+

Ottawa répond à la Déclaration des provinces sur Kyoto

« Ce n'est pas parfait, mais c'est un bon début », selon le ministre André Boisclair

MARIO CLOUTIER

QUÉBEC — Quand Paul Martin parle, Ottawa réagit. Le gouvernement fédéral a répondu hier point par point à la Déclaration des provinces et des territoires sur la politique en matière de changement climatique du 28 octobre dernier. Il s'agit même d'une bonne base de discussion, selon le ministre québécois André Boisclair.

« Il y a du mouvement. Ce n'est pas parfait, mais c'est un bon début », a commenté le ministre de l'Environnement à *La Presse* en ajoutant que la rencontre prévue entre les ministres fédéral et provinciaux qui devait avoir lieu demain est maintenant remise au 29 novembre à Toronto.

D'ici là, les provinces ont tout de même de quoi se mettre sous la dent, estime M. Boisclair. Si une

petite concession au Québec semble avoir été faite par Ottawa sur l'hydroélectricité reconnue comme « source d'énergie propre », le texte exclut toutefois les mentions originales à l'année 1990 et au financement fédéral.

Le Québec tient pourtant mordicus à ce que le plan fédéral sur la ratification du protocole de Kyoto reconnaisse les réductions d'émission de gaz à effet de serre (GES) qui ont été réalisées depuis 1990 ou qui seront faites par la suite. Également, Québec et les autres provinces s'étaient assurés dans leur texte original de prévoir « un financement fédéral pour les impacts négatifs liés aux initiatives sur les changements climatiques ». Celle-ci est absente de la réponse fédérale.

Par contre, le texte d'Ottawa reprend l'essentiel des demandes des provinces et des territoires, incluant le respect des compétences provinciales, la possibilité d'ententes bilatérales et le traitement équitable entre les provinces, les régions et les secteurs d'activité économique.

Le gouvernement fédéral ajoute cependant que le plan doit assurer une « clarté raisonnable pour les investisseurs et pour les enjeux liés aux risques associés à l'incertitude des quantités et des prix ». Ottawa traite également dans le préambule de son texte du développement durable tout en lançant

un clin d'oeil aux opposants de Kyoto sur une approche « made in Canada ».

Paul Martin avait déclaré lundi qu'il serait d'ailleurs préférable de reporter la ratification de Kyoto afin d'obtenir un « consensus national », incluant à la fois le gouvernement fédéral et les provinces. L'ex-ministre des Finances se dit d'accord avec le protocole, mais il s'oppose à la décision du premier ministre Jean Chrétien de vouloir à tout prix ratifier cet accord international avant la fin de 2002.

André Boisclair inquiet

Mais le ministre québécois André Boisclair s'est inquiété hier de voir la course au leadership libéral à Ottawa faire dévier le débat sur le protocole de Kyoto. Il s'est dit « découragé » de voir l'aspirant chef Paul Martin parler d'un report de la ratification de Kyoto, alors que le débat devrait plutôt porter sur la mise en oeuvre du protocole de réduction des gaz à effet de serre.

« Je suis inquiet de voir le protocole de Kyoto kidnappé par la course au leadership libéral. Il ne faut pas qu'on se laisse distraire de l'essentiel. (...) J'espère que ce protocole entrera en vigueur le plus rapidement possible au Canada. »

M. Boisclair refuse pour l'instant de se prononcer sur la date de ratification comme telle, puisqu'il s'agit d'un débat qui est « derrière nous », dit-il. Les discussions doi-

vent maintenant porter sur le fond. « Il ne faut pas se montrer timide sur la ratification. Le fond, c'est le plan. Il s'agit de prendre un positionnement stratégique », insiste M. Boisclair. En outre, le ministre québécois ne croit pas que le report de la ratification du protocole de Kyoto permettrait aux provinces d'obtenir un plan de mise en oeuvre plus équitable de la part d'Ottawa.

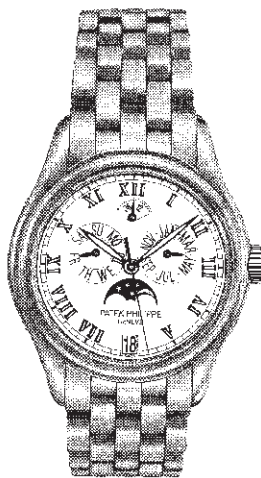
Par ailleurs, le premier ministre canadien Jean Chrétien s'est engagé hier à ratifier le protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre avant la fin de l'année, même s'il ne parvient pas, d'ici cette date, à avancer un calendrier détaillé sur son application dans le pays.

En ratifiant le protocole de Kyoto, le Canada s'engagerait à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 6 % d'ici 2010, par rapport aux niveaux d'émission de 1990. M. Chrétien a insisté sur le fait qu'il ferait tout, avec ou sans le consentement des provinces, pour faire ratifier le protocole par le Parlement avant la fin de la session parlementaire d'ici un mois.

Avec la collaboration de Charles Côté

cyberpresse.ca Pour bien comprendre les enjeux du protocole de Kyoto, tapez www.cyberpresse.ca/kyoto

Annual Calendar
par Patek Philippe



PATEK PHILIPPE
GENEVE

Fondez votre propre tradition.

Exclusif chez :



KAUFMANN de SUISSE

BIJOUX ET MONTRES • DEPUIS 1954

2195, RUE CRESCENT, (près de Sherbrooke), (514) 848-0595
MONTRÉAL

3095934

3095944



Boucles d'oreilles
à diamants



Pendentif à diamants
pureté SI

10 pts. 198 \$
15 pts. 268 \$
20 pts. 388 \$
25 pts. 498 \$
50 pts. 1688 \$

Total
5 pts. 58 \$
10 pts. 88 \$
20 pts. 248 \$
33 pts. 488 \$
40 pts. 588 \$
50 pts. 788 \$
1 ct. 2988 \$

Qualité - Meilleurs prix



le Parchemin
DEPUIS 1966

Sondage Léger Marketing
Meilleure bijouterie
6 années consécutives

Métro Berri-UQAM
505 Sainte-Catherine E.
(514) 845-5243

Place des Arts
175 Sainte-Catherine O.
(514) 849-8333

INCROYABLE!

Portable de la série professionnelle HP



- Processeur Intel Celeron 1.2 GHz
- Écran 14.1" XGA TFT
- Mémoire SDRAM 128 Mo
- Disque dur 20 Go
- Graveur CD-RW 24 X 8X 4X
- Lecteur 1.44 Mo
- Modem 56K et carte réseau 10/100
- Mémoire vidéo 32 Mo
- Clavier français
- Windows XP Pro français - Valeur de 270\$

1499\$



69\$*

HP Deskjet 3820v
Imprimante jet d'encre

- 12 ppm noir
- Jusqu'à 4800 x 1200 ppp
- Ports USB et parallèle
- Cartouches noir et 3 couleurs incl.
- 148\$ - remise de HP de 79\$



118\$*

HP PSC 750
Imprimante/copieur/numériseur

- Copieur couleur
- Imprimante (11 ppm noir)
- Jusqu'à 2400 x 1200 ppp en couleur
- Numériseur 600 x 1200 ppp 36 bit
- Port USB
- 197\$ - remise de HP de 79\$



219\$*

HP Photosmart 620
Caméra photo numérique

- 2.1 Mégapixels
- Zoom optique 3x
- Mise au point automatique
- Mémoire 8 mo
- Port USB
- 298\$ - remise de HP de 79\$

micro boutique
6615 avenue du Parc, Montréal
514-270-4477

Université de Montréal
Micro 2200
3200, rue Jean-Brillant, Local B-2200
514-343-2313

UQAM
Micro-Boutique Universitaire
400, Ste-Catherine est, local A-M920
514-987-3149

*À l'achat d'un portable. Offre prend fin le 4 janvier 2003, détails en magasin. Rabais de 79\$ basé sur coupon HP 508 US X 1.58. Les prix peuvent changer sans préavis. Quantités limitées.

Solde cinéma maison

Rabais extraordinaires sur :

- Récepteurs cinéma maison
- Écrans géants
- Grande sélection de haut-parleurs



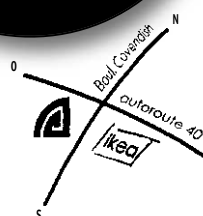
Financement sans intérêt aussi disponible. Détails en magasin.
Venez faire l'expérience du meilleur cinéma maison au pays !

Tous les samedis
du mois, séminaire
« Comment choisir
un cinéma maison »
à 11h.

audio centre

9100, boul. Cavendish, St-Laurent • 731-2772 • www.audiocentre.com

7 ensembles
complets de cinéma
maison à partir de
1399\$



J'ai Atlanta dans l'œil

NOUVEAU!
ATLANTA
OFFRE DE
LANCEMENT

150\$

DOUBLEZ VOS
MILLES AÉROPLAN^{MC} DE
MONTRÉAL À ATLANTA
du 4 nov. 2002 au 4 janv. 2003

ACCUMULEZ PLUS
DE MILLES-BONIS
AÉROPLAN^{MC}
aeroplan.com
du 8 sept. au 12 déc. 2002

Tarif aller simple de Montréal et assujéti à l'achat d'un billet aller-retour.

Atlanta plus accessible que jamais: 3 vols quotidiens sans escale, au départ de Montréal.

AIR CANADA

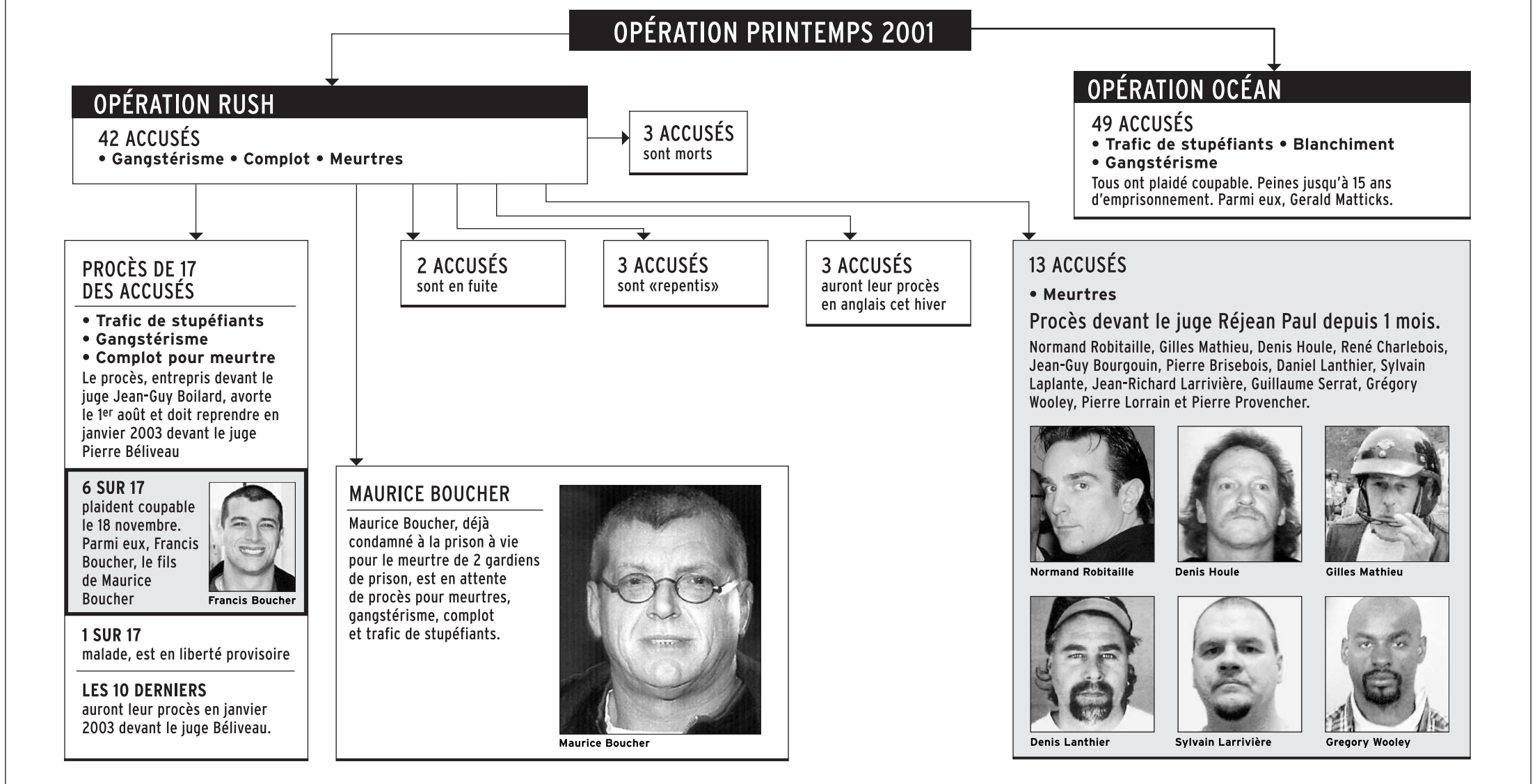
Jazz

Réservez à aircanada.ca
ou destinava.ca, notre partenaire en ligne.

Appelez-nous au: 1 888 247-2262
ATS: 1 800 361-8071

Ce tarif n'est accessible qu'à l'occasion de l'achat d'un billet aller-retour, lequel doit refléter l'itinéraire complet. Tarif en vigueur au moment de la publication. Applicable aux nouvelles réservations seulement. Sauf avis contraire, les vols sont assurés sur des appareils d'Air Canada ou de Jazz Air inc. (faisant affaire sous le nom d'Air Canada JazzTM). Les taxes, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aéroport et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ne sont pas inclus. Les billets doivent être achetés au plus tard le 3 décembre 2002. Achat quatorze jours à l'avance. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 28 février 2003. Des périodes de restriction s'appliquent du 19 au 23 décembre 2002 et du 2 au 5 janvier 2003. Les billets sont totalement non remboursables. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Séjour minimal et maximal. D'autres conditions s'appliquent. Doublez vos milles Aéroplan lorsque vous effectuez votre premier vol aller-retour, ou deux segments de vol, entre le 4 novembre 2002 et le 4 janvier 2003 avec Air Canada ou Air Canada Jazz sur les liaisons sans escale entre Montréal et Atlanta. Afin de profiter de cette offre, vous devez être membre Aéroplan lorsque vous voyagez. ^{MC}Aéroplan est une marque de commerce d'Aéroplan, société en commandite. ^{MC}Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada.

MOTARDS > LE POINT SUR LES PROCÈS



La guerre aux motards, 340 arrestations plus tard



Au cours des 10 opérations policières antigang qui ont eu lieu en 2001 et 2002, plus de 300 personnes liées aux groupes de motards ont été arrêtées un peu partout au Québec. La plupart ont été accusées en vertu de la loi antigang et d'avoir fait le trafic de stupéfiants.

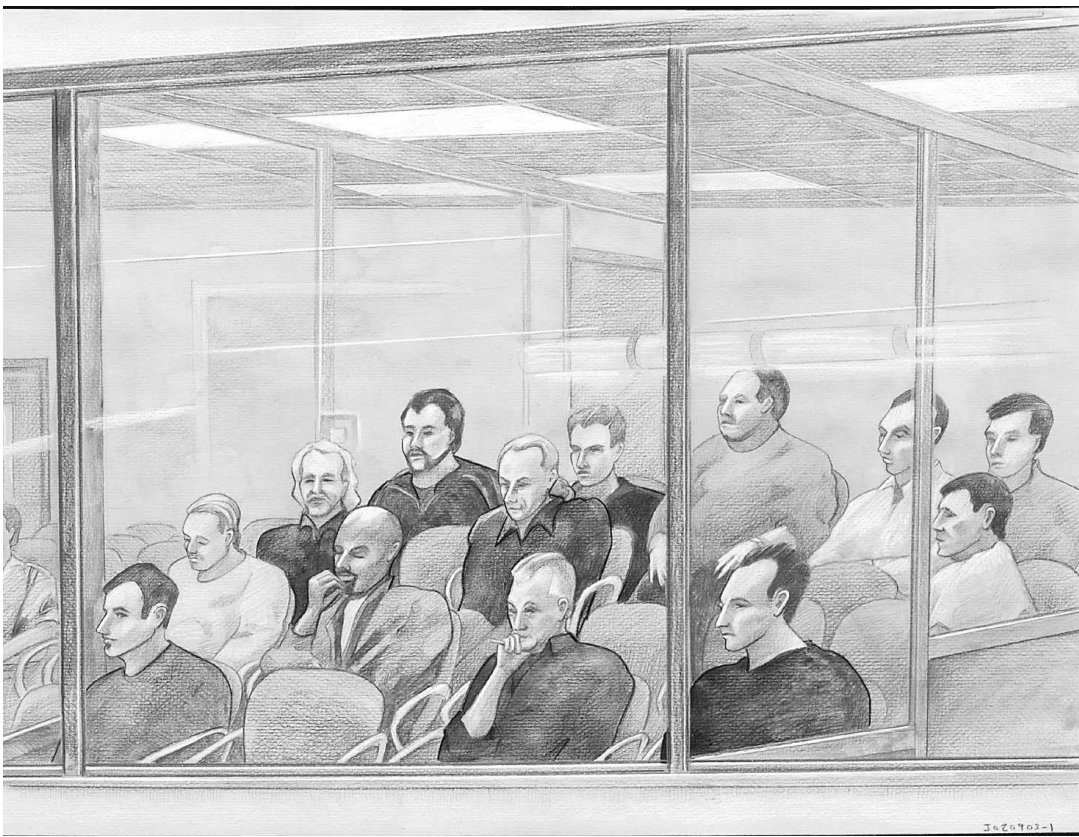
Le procès qui fait le plus de bruit est évidemment celui qui se déroule présentement au Centre judiciaire Gouin, et qui concerne les accusations les plus graves (jusqu'à 13 meurtres). Mais depuis un an et demi, un grand nombre des accusés dans les autres dossiers se sont avoués coupables de différentes infractions. Les six qui ont reconnu leur culpabilité lundi ne sont donc pas les premiers à le faire, si l'on considère l'ensemble des dossiers de motards depuis que Québec a lancé son offensive.

Pour tenter de tracer un portrait d'ensemble, voici, en un coup d'oeil rapide, l'état des différents dossiers ouverts depuis deux ans.

Notons que ces dossiers ne sont pas un amalgame, même s'ils résultent d'une vaste opération antimotards menée par les ministères de la Sécurité publique et de la Justice du Québec. Ils n'ont le plus souvent aucun rapport les uns avec les autres et le fait que certains aient « plaidé coupable » ne signifie rien en ce qui concerne les autres dossiers qui sont toujours devant les tribunaux, et où la Couronne doit démontrer la culpabilité de chaque accusé.

Printemps 2001

La première opération d'envergure, fin mars 2001, est celle qui a donné lieu aux plus importantes arrestations, une centaine en tout, dont celles de plusieurs membres en règle des Hells Angels. Elle se divise en deux groupes. D'abord l'opération Océan, où 49 personnes ont été accusées à Montréal et en Outaouais. Elles étaient accusées d'avoir pratiqué le trafic de stupéfiants et le blanchiment à grande échelle. Tous ceux qui ont été arrêtés ont plaidé coupable. La plupart étaient accusés en vertu de la loi antigang.



Le procès qui fait le plus de bruit est celui qui se déroule présentement au Centre judiciaire Gouin devant les jurés (notre illustration).

Gerald Matticks s'est fait infliger la plus lourde peine, 12 ans, en plus d'un an et demi de détention préventive. Une condamnation pour gangstérisme, ou l'appartenance à un gang, rend le condamné inadmissible à une libération conditionnelle avant la moitié de sa peine.

S'ajoutent à ce groupe 26 personnes dans l'Outaouais accusées dans l'opération Bobcat, qui ciblait les Evil Ones et leurs affiliés. Toutes ont aussi plaidé coupable, surtout pour trafic.

L'autre partie de Printemps 2001 s'appelle Rush. En tout, 42 personnes ont été accusées sous ce chapitre, dont Maurice Boucher. Comme son procès pour le meurtre de deux gardiens de prison se déroulait alors (il a été condamné et attend son appel), on a reporté à une date indéterminée ses procès pour meurtres, complot, trafic et gangstérisme.

Le groupe a été scindé, de façon à regrouper les accusations de meurtres dans un procès séparé. Le procès de 13 d'entre eux se déroule présentement pour autant de meurtres. Trois attendent d'être jugés en anglais, cet hiver. Trois sont morts ou considérés tels par le ministère public. Deux sont en fuite. Les autres sont en attente.

L'autre sous-groupe est celui qui, en partie, est devant le juge Béliveau, et était cet été devant le juge Boilard, jusqu'à ce qu'il quitte le procès (voir le tableau). De ce groupe, six ont plaidé coupable lundi ; il reste 10 accusés qui seront jugés en janvier. Plusieurs autres sont en attente.

Cette opération suivait la première opération antigang majeure, celle contre les Blatnois, où 12 membres de ce gang ont été condamnés à des peines de 18 mois à cinq ans pour trafic, gangstérisme et crimes connexes.

Voici la liste des autres opérations de l'offensive antimotards de 2001 et 2002.

Opération Trac-Nord

Contre 13 personnes liées aux Hells de Sherbrooke, pour des activités en Abitibi. Des accusations de trafic et de gangstérisme. Ils sont en attente de procès. Quatre d'entre eux sont des « repentis », selon l'expression du ministère de la Justice.

Opération Boisé

À Victoriaville, dans le giron des Hells de Trois-Rivières. Accusations de trafic et dans certains cas de gangstérisme. En tout, 31 accusés ; tous ont plaidé coupable.

Opération Satchi

À Chicoutimi et Roberval, 25 personnes dans le giron des Hells sont accusées de trafic et de gangstérisme. Ces hommes attendent leur procès, la plupart sont détenus.

Opération 4H

À Québec, 23 sont accusés en rapport avec du trafic de stupéfiants vers Moncton. Il y a également des accusations de gangstérisme. Un a plaidé coupable et écopé 70 mois d'emprisonnement.

Opération Amigos

À Montréal, 63 membres ou affiliés des Rock Machine, devenus les Bandidos, ont été arrêtés au mois de mars. Les accusations vont de trafic de stupéfiants à gangstérisme et jusqu'à la tentative de meurtre. La plupart sont détenus en attendant leur procès. Le procureur général a annoncé qu'il enverra l'affaire directement au procès devant jury.

Opération Osmose

Le 6 novembre, sur la Rive-Sud, notamment à Saint-Jean-sur-Richelieu, les Evil Ones et des affiliés ont été arrêtés : 30 personnes accusées en tout, essentiellement pour gangstérisme et trafic de stupéfiants. Elles attendent la suite du processus.

Opération TIP

Les Satan's Guards, de Chicoutimi, et des revendeurs, ont été arrêtés. Les 17 ont plaidé coupable.

cyberpresse.ca Suivez l'évolution des procès dans le monde des motards à : www.cyberpresse.ca/motards



ce soir

Fun noir

Avec Normand Brathwaite

19 h

Invité : Pierre Lebeau,
le Séraphin Poudrier du film *Un homme et son péché*

Les insolences d'une caméra

Avec Alain Stanké

19 h 30

Pauline Marois, piégée !
Une sculpture érotique de Picasso... en morceaux !

Testostérone

20 h 30

Les films de James Bond revus et corrigés !!!



OSÉZ !

TQS

tqs.qc.ca

L'OTAN en pleine mutation à Prague

GILLES TOUPIN
envoyé spécial

PRAGUE — Le premier ministre Jean Chrétien, qui est arrivé ce matin à Prague où il participe au premier sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) dans un pays de l'ancien bloc communiste, examinera demain et vendredi avec les chefs d'État et de gouvernement de 45 autres pays

comment l'Alliance pourra désormais s'adapter au nouvel environnement « sécuritaire » engendré par les événements du 11 septembre 2001.

À l'issue de ce sommet déjà qualifié d'« historique » — dont le président de la République tchèque, Vaclav Havel, a voulu faire aussi une célébration —, l'OTAN aura sans doute changé complètement de nature. Des 46 pays participant

à la rencontre, 19 sont membres de l'organisation alors que les 27 autres font partie du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA). Neuf de ces 27 pays, dans le meilleur des scénarios, pourraient être acceptés dès cette semaine en tant que membres à part entière de l'organisation, portant le total à 28, ce qui donnerait à la coalition une force accrue.

Ces pays sont l'Albanie, la Bul-

garie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et l'ex-république yougoslave de Macédoine. Pour le Canada, c'est une bonne nouvelle. « Depuis le début des années 90, a confié un haut responsable gouvernemental, Jean Chrétien a toujours été un fervent partisan de l'élargissement de l'OTAN. »

Mais ce n'est pas tout. L'Alliance semble également être sur le point de se doter d'une force d'intervention rapide qui pourrait réagir en dehors du théâtre européen en moins d'une semaine et mener des attaques préventives ou de pacification qui n'ont jamais été dans les objectifs de l'organisation lorsqu'elle a été créée en 1949. Avant l'intervention de 1999 au Kosovo, jamais l'OTAN n'avait agi hors de l'Europe et contre un pays qui n'avait pas commis d'agression hors ses frontières.

Le terrorisme et les armes de destruction massive

Le sommet de Prague risque aussi de voir les pays de l'Alliance se doter de nouvelles capacités militaires sophistiquées et plus modernes afin de contrer le terrorisme

et la prolifération des armes de destruction massive, une perspective qui réjouit évidemment le complexe militaro-industriel occidental qui voit là l'occasion de faire des affaires en or.

Cette militarisation accrue de l'Alliance risque en revanche de donner de graves maux de tête au premier ministre Jean Chrétien dont les forces armées souffrent d'un sous-financement chronique encore dénoncé voici deux semaines dans un rapport du comité de la défense du Sénat. Il est bien connu que plusieurs partenaires de l'organisation, dont en premier lieu les États-Unis, jugent la contribution canadienne à la défense commune tout à fait en deçà de ses capacités.

C'est également cette semaine que les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'OTAN signeront le fameux Plan d'action de Prague contre le terrorisme, une initiative lancée à l'automne 2001 par les ministres des Affaires étrangères des pays membres. Il s'agit en gros de mesures nouvelles pour améliorer la détection des attaques nucléaires, chimiques et biologiques et pour mieux protéger la population civile contre ce genre d'agressions.

L'Irak : rien n'est exclu

La question de l'Irak sera évidemment incontournable dans le contexte actuel. Bien qu'il ne soit pas question pour l'instant d'utiliser l'OTAN en tant qu'entité pour combattre l'Irak, dans l'éventualité d'une offensive contre ce pays approuvée par l'ONU, un haut responsable gouvernemental canadien a affirmé vendredi dernier que rien n'était exclu, que « tout dépendait de ce qui pourra arriver à l'ONU ». Mais le premier ministre Chrétien, toujours selon ce même haut responsable, tient à tout prix de son côté à ce que l'OTAN soit tenue à l'écart de toute implication militaire en Irak.

Reste que, depuis des semaines, les responsables américains négocient en coulisses des accords de survol et d'installation de bases d'opérations avec plusieurs pays d'Asie centrale et du golfe Persique, dont le Koweït et Qatar. Mais, selon le secrétaire à la Défense des États-Unis, Donald H. Rumsfeld, ces accords ne sont pas encore finalisés. C'est pourquoi les États-Unis entendent procéder ici à Prague cette semaine à une série de consultations avec leurs alliés de l'OTAN afin de voir comment il sera possible pour les pays européens, en cas de défection de l'un ou de plusieurs alliés potentiels du Golfe et d'Asie centrale, de se substituer aux troupes américaines basées actuellement en Europe et aux États-Unis, dans le cas où celles-ci seraient appelées à se déplacer vers l'Irak.

Quant à la fameuse force d'intervention rapide, encore là il s'agit d'une volonté américaine qui, si elle n'est pas acceptée par les partenaires de l'Alliance, risque de mener à l'effondrement de celle-ci. Dès septembre dernier à Varsovie, les ministres de la Défense de l'OTAN avaient donné un large appui à la proposition américaine. Il faut dire cependant que M. Rumsfeld venait de mettre en garde ses homologues que l'organisation deviendrait rapidement inutile si elle n'avait pas la capacité de mener des opérations militaires rapides, modernes et sophistiquées, c'est-à-dire en l'espace de quelques jours ou de quelques semaines. Actuellement, la lourdeur de l'OTAN est telle qu'il faudrait des mois avant que sa machine de guerre ne s'ébranle.

Enfin, le premier ministre Chrétien profitera de son passage à Prague pour inaugurer cet après-midi les nouveaux locaux de l'ambassade du Canada en République tchèque. Il aura également des rencontres bilatérales avec le premier ministre de Grande-Bretagne, Tony Blair, et avec les chefs d'État du Portugal et du Kazakhstan. Ce soir, M. Chrétien et sa femme, Aline, sont les hôtes d'une cérémonie d'adieu en l'honneur du président Vaclav Havel.

L'Alliance semble sur le point de se doter d'une force d'intervention rapide qui pourrait réagir en dehors du théâtre européen.

L'IMMOBILIER

TECHNIQUES ET STRATÉGIES D'INVESTISSEMENT ACCESSIBLES À TOUS

DURANT CES 6 HEURES DE FORMATION VOUS APPRENDREZ COMMENT :

- Vous construire un plan et une stratégie d'investissement
- Vous établir un crédit impeccable
- Utiliser les techniques créatives de recherche d'immeuble
- Choisir les bons immeubles
- Déterminer la valeur d'un immeuble
- Identifier des immeubles jusqu'à 50 % de leur valeur marchande
- Faire son profit à l'achat
- Acheter avec un minimum de comptant
- Acquérir des reprises bancaires
- Faire du profit avec les propriétés en détresse
- Négocier les acquisitions
- Identifier les sources d'argent
- Comprendre le financement immobilier
- Maîtriser différentes techniques de profit
- Gérer ses immeubles
- Se construire une fortune avec l'immobilier
- Etc.

SÉMINAIRE DISPONIBLE SUR CASSETTE AUDIO



LE SAMEDI 23 NOV. 2002 de 9 h à 16 h
HÔTEL HILTON MONTRÉAL AÉROPORT
12 505, CÔTE DE LIESSE
DORVAL

PRIX : 250 \$ + TAXES (MATÉRIEL INCLUS)
Réservez immédiatement : (450) 679-0261
Conférenciers : Jacques Lépine M.B.A.
Ginette Méroz, Avocate
GROUPE FORSYTHE INTERNATIONAL INC.
www.forsythegroup.com

3093023



Un bolide nommé déSiR.

Civic SiR

À partir de

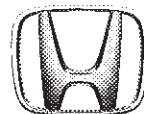
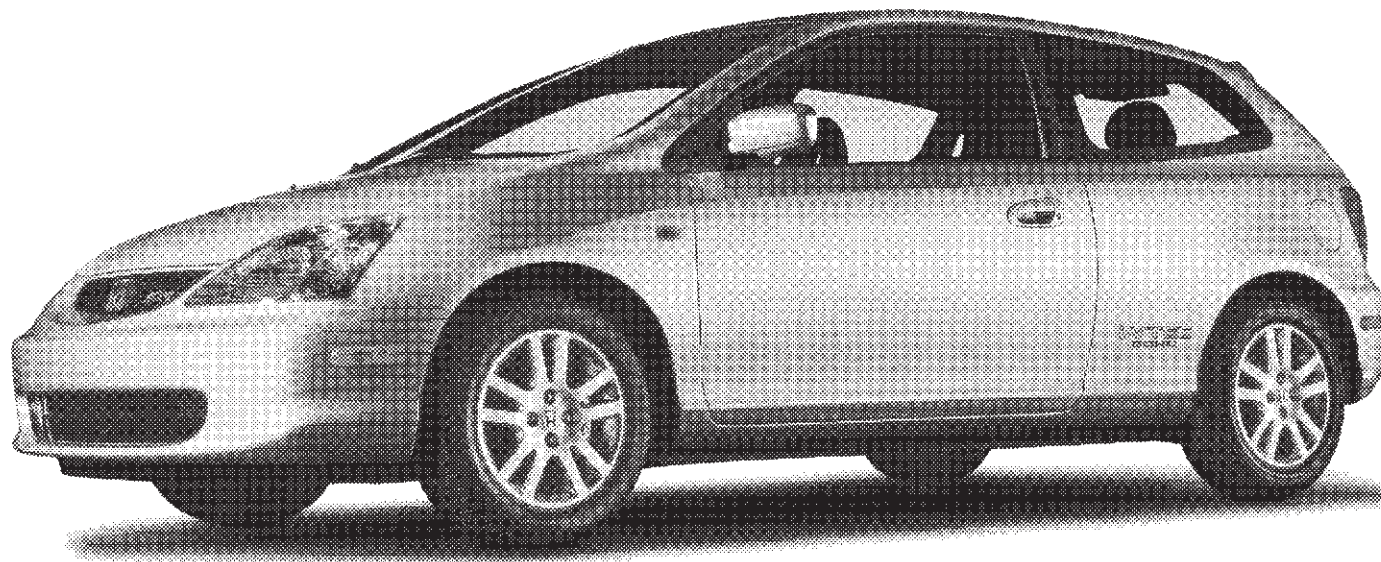
288 \$*

par mois

Transport et préparation inclus
Aucun dépôt de sécurité requis
Incluant 96 000 km

- Moteur 2 litres en alliage d'aluminium DACT et 16 soupapes
- Système i-VTEC^{MC} 160 chevaux
- Levier de changement de vitesse style rallye
- Système de freins ABS
- Roues en alliage
- Radio AM/FM stéréo et lecteur de CD avec 6 haut-parleurs
- Toit ouvrant vitré électrique
- Climatiseur sans CFC

Financement de 4,8% jusqu'à 60 mois
également disponible à l'achat

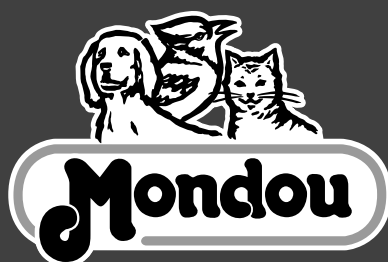
**HONDA**

L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES HONDA DU QUÉBEC

POUR OBTENIR L'ADRESSE D'UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE www.honda.ca OU COMPOSEZ LE 1 888 9-HONDA-9.

*L'offre de location-bail est faite par Honda Canada Finance Inc., sur acceptation du crédit. Cette offre porte sur la Civic SiR 2002 (modèle EP3352E) pour 48 mois. Échange ou comptant de 4 060 \$ requis. Première mensualité exigible à la livraison. Programme 0\$ comptant également offert. Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Option d'achat au terme de la location offerte moyennant un supplément. Le prix de location des concessionnaires peut être inférieur. Offre d'une durée limitée. Voyez votre concessionnaire pour plus de détails. Photo à titre indicatif.

3082329



Surveillez l'encart
Mondou
à l'intérieur

Des offres à ne pas manquer!

En vigueur du 19 novembre
au 1^{er} décembre 2002.
Non disponible dans certaines zones de la région métropolitaine.

Chrétien face à des choix déchirants

Grave crise diplomatique à la suite du refus de l'OTAN d'accueillir deux dirigeants controversés de l'ancien bloc soviétique



GILLES TOUPIN
envoyé spécial
AU SOMMET DE L'OTAN

PRAGUE — Le premier ministre Jean Chrétien, arrivé ce matin à Prague où il participe cette semaine au sommet de l'OTAN, sera quelque peu déchiré, au cours des prochains jours, entre l'atmosphère de fête qui caractérisera ce premier sommet de l'Alliance dans un ancien pays du bloc communiste, et la grave crise diplomatique qui a éclaté à la suite du refus de l'organisation d'accueillir deux dirigeants controversés de pays ayant appartenu à l'ancien bloc soviétique.

Les 19 membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord ont en effet signifié très clairement la semaine dernière aux présidents Leonid Kuchma, d'Ukraine, et Alexandre Lukachenko, de Biélorussie, qu'ils n'étaient pas attendus aux travaux et

aux célébrations de deux jours organisés par le président de la République tchèque, Václav Havel.

L'OTAN, avec en tête Washington, allègue que le président Kuchma a vendu en secret à l'Irak un système de défense radar des plus sophistiqués. Si ces allégations sont prouvées, il semble bien que l'Ukraine — qui entretient des rapports très amicaux avec le Canada — aura beaucoup de mal à se faire pardonner cette offense. Déjà les États-Unis parlent de sanctions politiques à l'encontre de ce pays qui fait pourtant partie du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) de l'OTAN (tout comme la Biélorussie d'ailleurs).

Des responsables gouvernementaux à Ottawa ont affirmé, lors d'une séance d'information pour la presse, que les accusations lancées contre M. Kuchma étaient « extrêmement sérieuses » et qu'il ne serait pas opportun, dans ce contexte, que le président ukrainien dirige la délégation de son pays à Prague.

Quant au président Lukachenko, les dirigeants des pays membres de l'OTAN ne veulent pas le voir à Prague en raison de la ma-

nière toute stalinienne avec laquelle il dirige son pays depuis 1994. Les deux hommes ont fort mal pris leur mise à l'écart de la petite fête tchèque. M. Kuchma a tout simplement décidé qu'aucune délégation ukrainienne ne se rendrait au sommet de Prague sans lui. Quant à Alexandre Lukachenko, il menace de se venger en faisant de son pays une plaque tournante pour tous les trafiquants de drogue et les immigrants illégaux qui désirent se rendre en Europe centrale et en Europe de l'Ouest. M. Lukachenko a également promis de se venger de la République tchèque par la suspension de tous les liens diplomatiques de son pays avec Prague.

La Biélorussie, tout comme certains pays d'Asie centrale, pose de véritables problèmes moraux et stratégiques au vaste projet d'élargissement de l'Alliance, selon de hauts responsables canadiens. D'ailleurs M. Lukachenko, qui souhaitait participer au sommet de Prague pour manifester son opposition à l'élargissement de l'OTAN, est souvent qualifié par la presse internationale du « dernier des dictateurs européens ».

« On ne veut pas que ces pays se servent de la lutte globale contre le terrorisme, a

commenté vendredi dernier un haut responsable gouvernemental canadien, pour s'en prendre à la démocratie dans leur pays. » Il s'agissait là d'une petite phrase qui en dit long sur ce que pense Ottawa du régime Lukachenko.

Toute cette affaire n'a pas empêché l'OTAN d'inscrire à l'ordre du jour de son sommet la poursuite de l'élargissement de l'Alliance. Conformément à sa « politique de la porte ouverte », l'OTAN souhaite procéder à une cinquième expansion cette semaine, après celles de 1952 (Grèce et Turquie), de 1955 (République fédérale d'Allemagne), de 1982 (Espagne) et de 1999 (Pologne, Hongrie et République tchèque). Les pays membres examineront en effet les dossiers de neuf autres pays candidats : l'Albanie, la Bulgarie, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovincie.

La confrontation avec la Biélorussie en particulier est intimement liée à ce projet d'expansion de l'OTAN, le président Lukachenko ayant à maintes reprises exprimé son opposition à l'intégration à l'Alliance des trois petits États baltes voisins, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, jadis membres de l'URSS.

Collection Les Contemporains : Canapé en cuir "PULPÉLO" (design S. Joly).

8 jours exceptionnels

UNE SEULE FOIS PAR AN

DU 15 AU 25 NOVEMBRE

Pendant les 8 jours exceptionnels, profitez de prix particulièrement séduisants dans toutes les collections de Roche-Bobois.

ROCHE BOBOIS PARIS

LA VRAIE VIE COMMENCE À L'INTÉRIEUR

OUVERTS DIMANCHES 17 ET 24 NOVEMBRE

MONTRÉAL. 505, AVENUE DU PRÉSIDENT KENNEDY. H3A 3H2. TÉL. (514) 350 9070.

TORONTO. 101, PARLIAMENT STREET. (PARKING GRATUIT). TÉL. (416) 366 3273.

Importé d'Allemagne

Élegant paletot noir en [skin]tex

Tailles moyennes **450\$**

Tailles fortes et élancées **495\$**

La qualité ODERMARK chez

Bouvet

POUR HOMMES DE TOUTES TAILLES

• MONTRÉAL: 4475, boul. Métropolitain Est – Galeries d'Anjou

• CENTRE-VILLE: Complexe Desjardins • OUEST: Centre Rockland – Fairview Pointe-Claire

• RIVE-SUD: Promenades St-Bruno – Mail Champlain, Brossard • LAVAL: Carrefour Laval

• RIVE-NORD: Place Rosemère • REPENTIGNY: Galeries Rive-Nord • JOLIETTE: Galeries Joliette

• QUÉBEC: Place Sainte-Foy (Espace Nord) – Galeries de la Capitale

Soldé, à partir de 96⁷⁹ ch. P175/70R13

PAS DE PLUS BAS PRIX CETTE SAISON!

PNEUS MICHELIN^{MD} 'AGILITY'

Série n° 79000.

☎ COMMANDEZ: R2884 NE114A1 A 1

Soldé, à partir de 68⁹⁹ ch. P155/80R13

PNEUS D'HIVER BLIZZAK WS-50

Série n° 20000.

Autres formats, soldé **88,99-174,99** ch.

☎ COMMANDEZ: R2884 NE114A1 E 1

Soldé, à partir de 62⁹⁹ ch. P175/70R13

PNEUS DE TOURISME BRIDGESTONE 'WEATHERFORCE'

Garantie de 105 000 km contre l'usure*.

Série n° 40000. Autres formats, soldé **72,89-116,99** ch.

☎ COMMANDEZ: R2884 NE114A1 B 1

PNEUS MICHELIN 'AGILITY'

GARANTIE DE 130 000 KM CONTRE L'USURE*

Dimensions	Soldé, ch.
P185/75R14	102,95
P195/75R14	107,35
P185/70R14	107,35
P195/70R14	109,99
P205/70R15	118,79
P215/70R15	121,43
P185/65R14	112,63
P195/65R15	117,03
P205/65R15	121,43
P225/60R16	139,03

Autres formats aussi en solde

service auto SEARS^{MC}

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU SAMEDI 30 NOVEMBRE 2002, DANS LA LIMITE DES STOCKS

NOS SERVICES • PARALLÉLISME • FREINS • SYSTÈME DE REFFROIDISSEMENT • GRAISSAGE • HUILE ET FILTRE • MISE AU POINT • ET BIEN PLUS!

CENTRE DE L'AUTO

ANJOU* 514-353-7770

BROSSARD* 450-465-1000

LASALLE* 514-364-7310

CENTRE DE L'AUTO

LAVAL* 450-682-1200

ST-BRUNO 450-441-6603

ST-LAURENT* 514-335-7770

* COMPOSEZ LE POSTE 228

☎ Recherchez ce symbole et appelez, sans frais, le 1-888-607-3277

Tous les articles accompagnés de ce symbole peuvent être achetés à votre magasin Sears ou commandés, sans frais, au numéro ci-dessus. Dans ce dernier cas, vous pouvez venir chercher l'article à n'importe quel magasin Sears ou nous pouvons le livrer à domicile à peu de frais.

SEARS^{MC}

© 2002, Sears Canada Inc.

Vente MUR À MUR Gigantesque!

Bouclair

LE SUPERMAGASIN DE TISSUS ET DE DÉCORATION

FAITES VITE! SE TERMINE LE MAR. 26 NOV.

TOUT! TOUT! TOUT!

en magasin

TOUS LES ARTICLES DE NOËL

TOUS LES ACCESSOIRES DÉCORATIFS

TOUS LES TISSUS MODE

TOUS LES TISSUS À DRAPERIE en magasin

TOUT LE PRÊT À INSTALLER

TOUS LES STORES en magasin

INCLUANT STORES EN BOIS VÉRITABLE

20% à 70% de rabais sur prix rég.

Tout le magasin... RÉDUIT!!!

70 magasins pour mieux vous servir!

MONTRÉAL

D.D. GALERIES DES SOURCES (514) 355-4858

PLACE HENRI-BOURASSA (514) 327-1113

JEAN-TROUS (514) 725-9175

LASALLE (514) 365-7373

MARCHE CENTRAL (514) 384-8855

PLACE UTI TRUST (514) 288-8020

FAUBOURG DE L'ÉPERVIER (514) 453-1888

LAVAL

CENTRE LAVAL (450) 667-3124

CENTRE LAVAL (450) 978-7300

ST-DOROTHÉE (450) 989-0281

RIVE-NORD

MASCOUCHE (450) 474-0577

REPENTIGNY (450) 654-2815

BOISÉMIER (450) 433-0746

ST-EUSTACHE (450) 974-7300

RIVE-SUD

BELOEL (450) 446-6663

ROCHERVILLE (450) 655-5100

ST-BRUNO (450) 461-1725

ST-CONSTANT (450) 635-8407

RÉGION DE QUÉBEC

BEAUPORT (418) 474-0577

CAL DELA CAPITALE (418) 626-8760

LEVIS (418) 833-4210

NEUFCHÂTEAU (418) 683-9310

PLACE LAURIER (418) 657-1320

ST-ROUALD (418) 659-1016

GRANDY (418) 839-0804

VANIER (418) 681-0644

RÉGION OTTAWA-HULL

GATINEAU (819) 243-2144

ST-BRUNO (819) 595-2874

HULL (819) 727-1055

NEPÉAN

NEPÉAN (418) 661-1345

ORLÉANS (418) 834-5327

SHERBROOKE (819) 559-5989

OTTAWA (613) 744-3982

AUTRES RÉGIONS DU QUÉBEC

CANICUTIM (418) 549-3535

DRUMMONDVILLE (819) 474-1980

GRANDY (450) 378-5999

JOLIETTE (450) 753-1144

JONQUÈRE (418) 542-1771

MANOUSSÉ (418) 725-5151

RIVIERE-DE-LOUP (418) 867-8446

SHAWINIGAN

SHAWINIGAN (819) 539-5471

ST-JEAN (450) 368-1145

ST-JÉRÔME (450) 569-0861

ROSS RIVIÈRES (819) 376-8655

ROSS RIVIÈRES (819) 370-7117

VICTORIAVILLE (819) 357-3007

I 800 BouClair

En cas d'erreur lors de l'impression, l'élément(s) sera(s) vendu(s) au bon prix. Les articles peuvent différer des photos et le choix peut varier d'un magasin à l'autre. Hâtez-vous pour un meilleur choix. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Tous les prix de vente s'appliquent à la marchandise en inventaire seulement et non aux commandes sur mesure et au service à domicile. Pas de détaillants. *Nouveau magasin. *Ouvert tous les mercredis jusqu'à 21 h.

Le CSE reconnaît que les directeurs d'école sont débordés

MICHÈLE LAFERRIÈRE
Le Soleil

Le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) reconnaît que les directeurs d'école sont débordés. Dans un avis portant sur « l'organisation du primaire en cycles d'apprentissage », il presse les directeurs d'exercer leur leadership, tout en soulignant la lourdeur de leur tâche et leur besoin « d'aide réelle » sur le plan administratif.

Par le plus grand des hasards, le Conseil supérieur de l'éducation a choisi la journée d'hier pour diffuser ce rapport adressé au ministre de l'Éducation, dans lequel il fait réf-

rence aux directeurs d'école à plusieurs reprises.

Dans son numéro de lundi, *Le Soleil* signalait la pénurie de directeurs qui frappera les écoles d'ici cinq ans. La rareté des candidats potentiels, jumelée à une tâche qui ne cesse de s'accroître, fait en sorte que les commissions scolaires sont tentées d'embaucher des gens sans permis d'enseignement (psychologues, conseillers d'orientation, psychoéducateurs, travailleurs sociaux). Les regroupements de directeurs réclament plutôt le support financier et matériel du gouvernement et des commissions scolaires.

Or, voici que le Conseil de l'éducation amène de l'eau à leur moulin avec un avis sur la « dimension pédagogique des cycles d'apprentissage ». Les directeurs en sont des acteurs importants. « La double fonction pédagogique et administrative de directeur

d'école étant maintenant reconnue avec la décentralisation des pouvoirs vers l'école et son conseil d'établissement, des mesures concrètes s'imposent pour le soutenir, écrit le Conseil. Certaines pratiques doivent être modifiées afin qu'une aide réelle lui soit apportée sur le plan administratif. »

Organiser une école en cycles d'apprentissage sans le leadership de la direction pourrait conduire à l'échec, estime le Conseil, qui évoque la « lourdeur » d'une tâche, « dont le contenu varie constamment voire quotidiennement ».

Renée Verville, directrice générale de l'Ordre des conseillers d'orientation et des psychoéducateurs du Québec, ne comprend pas la réticence des directions d'école à chercher une relève auprès des conseillers d'orientation. Ces derniers n'ont pas leur permis d'enseignement, mais ils l'ont déjà eu, souligne-t-elle. Comme les enseignants, ils se retrouvent à l'intérieur de l'école, ils collaborent avec eux et avec la direction, ils ont une connaissance générale du système scolaire. « Dans un contexte de pénurie de directeurs d'école, il faudrait s'ouvrir aux changements, argue-t-elle. On ne devrait pas craindre de voir des conseillers d'orientation directeurs d'école. »

Quarante pour cent des 2200 conseillers d'orientation et 36 % des 2400 psychoéducateurs membres de l'Ordre travaillent à l'école. Certains ont manifesté leur intérêt pour le poste de directeur. Ils sont disposés à acquérir les crédits de maîtrise en gestion, obligatoires à l'obtention du job.

Rose-Marie Charest, présidente de l'Ordre

des psychologues du Québec, affirme que ses membres sont « déjà prêts à la gestion ». « L'avenir de la profession fait que les psychologues occuperont de plus en plus de postes de direction, prédit-elle. C'est déjà le cas dans le secteur de la santé. » Selon François Laroche, président de l'Association des psychologues scolaires, la définition de la tâche du directeur devrait être revue et centrée sur l'élève et la pédagogie. Les psychologues scolaires seraient alors qualifiés pour ce travail.

Le ministère de l'Éducation fait appel à la flexibilité et à la tolérance. Il rappelle aux commissions scolaires que le règlement leur permet, « exceptionnellement », d'embaucher un candidat sans permis d'enseignement. « On est dans un creux, dans un goulot », résume France Amyot, qui parlait au nom du ministre Sylvain Simard actuellement à l'extérieur du pays. Reste qu'aux yeux du MEQ, il est « extrêmement important » qu'un directeur d'école ait d'abord enseigné. Mme Amyot veut rassurer les directeurs et leur relève : d'ici l'automne prochain, ils bénéficieront « d'outils d'accompagnement » et d'ajout de personnel, notamment dans les services de garde. « Il y a du travail qui se fait au ministère », dit-elle.

Cinquante-huit des 142 nouveaux directeurs d'école membres de la Fédération québécoise des directeurs d'établissement d'enseignement n'ont pas leurs six crédits de maîtrise en gestion scolaire, a fait savoir Serge Morin, le président. Plusieurs, cependant, ont conclu des ententes avec leur commission scolaire qui leur permettront de les obtenir en cours de mandat.

la **Baie** encore plus

**LIQUIDATION
SEMESTRIELLE
DE TENUES
MODE GRIFFÉES**

**25 % À 50 %
DE RABAIS**

LIZ CLAIBORNE
TOMMY HILFINGER
JONES NEW YORK
Bianca Nygård
JONES WEAR
Jax II

Sélection de modèles. En tailles courantes et petites. Notre photo. Tenue Liz Claiborne.
Les rabais s'appliquent sur nos prix ordinaires.

Prenez-la. Activez-la. Offrez-la. Utilisez-la.

Le cadeau... aux mille et une possibilités.

3097823A

Important : danger potentiel



Nous venons d'apprendre qu'un manteau ToGo^{mc} pour fillette, vendu dans les magasins la Baie depuis le mois de septembre 2002, peut représenter un risque pour la sécurité d'un enfant.

Bien qu'aucun incident n'a été rapporté jusqu'à présent, le danger est le suivant : les boutons de ce vêtement peuvent se détacher et présenter un danger d'étouffement pour un enfant.

Le manteau en question est un modèle trois-quarts en acrylique, orné de fourrure d'imitation aux poignets et au col et offert en tailles 2 à 6X dans deux choix de couleurs : rouge avec fourrure d'imitation noire et noir avec fourrure d'imitation noire. La marque ToGo est imprimée sur l'étiquette fixée à l'encolure.

La Baie a retiré ce manteau de ses magasins et demande aux personnes qui en ont fait l'achat de cesser de l'utiliser et de le retourner immédiatement dans n'importe quel magasin la Baie afin d'obtenir un remboursement.

Pour obtenir plus de renseignements à ce sujet, veuillez téléphoner à votre magasin la Baie préféré.

la **Baie**

3097823A

Profitez

★★★★★
En tête des firmes d'investissement direct¹

PLUSIEURS FOIS PREMIÈRE DE CLASSE, et c'est vous qui en profitez. Rien que cette année, Gómez Canada[†], une des sociétés de classement les plus respectées et objectives de l'industrie, nous accorde à deux reprises la meilleure note en matière d'investissement direct et Rob Carrick du quotidien *The Globe and Mail*[†] nous accorde aussi deux mentions. Alors, si vous êtes notre client, vous savez déjà que vous avez entre les mains un outil ultra-performant. 1 800 387-7800

bmolignedaction.com dans profitez

BMO  **Ligne d'action[™]**
Investissement direct

BMO Ligne d'action est membre de BMO Groupe financier.

¹Selon le classement du quotidien *The Globe and Mail*, 26 janvier 2002 et 14 septembre 2002 et Gómez Canada Q1 et Q3 2002 *Canadian Brokers Scorecard*. Gómez Canada est une importante société de mesure de la qualité sur Internet pour l'industrie des services financiers. [™]BMO (le médaillon contenant le M souligné) et « Ligne d'action » sont des marques de commerce déposées de la Banque de Montréal, utilisées sous licence. [†]Le logo « 5 étoiles - En tête des firmes d'investissement direct » est une marque de commerce de la Banque de Montréal, utilisée sous licence. BMO Ligne d'action Inc. est une filiale en propriété exclusive de la Banque de Montréal. Membre du FCPE.

3097823A

| LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ |

Linda Goupil promet de maintenir les budgets

Pas d'engagement sur le barème plancher et la gratuité des médicaments

MARIO CLOUTIER
et PASCALE BRETON

QUÉBEC — La ministre d'État à la Solidarité sociale, Linda Goupil, n'a pas voulu s'engager à assurer le barème plancher à l'aide sociale ni la gratuité des médicaments pour les plus démunis, mais, en cette fin d'année financière difficile, elle s'engage à maintenir en place le budget de 1,5 milliard que consacrera Québec à la lutte contre la pauvreté.

« Nous allons tout faire pour que les sommes d'argent réservées soient au rendez-vous ; ça fait partie du plan d'action, des dossiers

prioritaires, on ne peut se permettre de laisser des gens de côté », a-t-elle déclaré à la fin de la commission parlementaire étudiant le projet de loi 112 visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion.

Durant sept semaines, la commission aura vu défiler 160 mémoires de 132 groupes. La ministre Goupil compte faire adopter la loi avant Noël, et le plan d'action gouvernemental devra suivre d'ici 60 jours, soit au début de 2003.

M^{me} Goupil convient que des améliorations seront apportées au projet de loi avant son adoption, mais elle ne saura répondre à toutes les demandes, prévient-elle, no-

tamment à celle des intervenants qui croient qu'un barème plancher est primordial à l'aide sociale.

Quant à la gratuité des médicaments pour les plus démunis, la ministre d'État à la Solidarité sociale estime qu'une action gouvernementale à ce chapitre pourrait facilement être taxée de discriminatoire.

« On a tenu compte des gens avec contraintes sévères ou des personnes seules. Actuellement, on ne peut pas ouvrir juste pour un petit groupe de personnes », souligne M^{me} Goupil.

Elle ajoute cependant que le plan d'action contre la pauvreté

tiendra compte des différences selon le sexe et des besoins des communautés.

Réaction du Collectif

Le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté sera donc vigilant au cours de semaines et des mois qui viennent pour s'assurer que la version finale de la loi sera améliorée, affichant des mesures concrètes répondant aux besoins urgents.

« Si on veut que la commission ait servi à quelque chose, il faut entendre ce que les gens sont venus dire. Il faut mettre l'argent à la bonne place », avertit Vivian La-

brie, porte-parole de l'organisme.

Parmi les besoins les plus pressants, elle insiste sur la couverture des besoins essentiels pour les plus pauvres au Québec. Le collectif demande toujours le barème plancher à l'aide sociale et la gratuité des médicaments pour les plus démunis, des mesures dont le coût est évalué à 100 et 23 millions de dollars annuellement.

« Si on n'est pas capable de promettre la base des bases, de s'engager avant Noël à des mesures qui pressent autant, tellement redites, il faut s'interroger sur le sérieux des choix qu'on fait », pense M^{me} Labrie.

Marie Grégoire invite Claudette Carbonneau à se présenter aux élections

Presse Canadienne

QUÉBEC — Alors que la Confédération des syndicats nationaux entreprend une consultation pour déterminer si elle appuiera ou non un parti politique pour battre l'ADQ lors des prochaines élections générales au Québec, la députée adéquate de Berthier, Marie Grégoire, invite la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, à sauter dans l'arène électorale.

Selon M^{me} Grégoire, la meilleure façon de participer au débat, c'est de se présenter en politique et de défendre ses idées.

M^{me} Grégoire reconnaît que les syndicats ne sont pas les alliés naturels de l'ADQ. Par contre, elle se demande si les positions exprimées par les bureaux syndicaux sont toujours partagées par leurs membres.

Pour Marie Grégoire, le changement que veut provoquer son parti exigera de la flexibilité dans les conventions collectives pour faciliter une plus grande mobilité de la main-d'oeuvre et une révision du principe de la sécurité d'emploi à vie.

PLUS PRÈS DE VOUS

Du lundi au samedi dans **La Presse**

MONTRÉAL PLUS

LOTTO QUÉBEC Résultats

TVA, le réseau des tirages

GRANDE Tirage du 2002-11-19

03 04 09 12 13 14 17 20 25 38
39 48 50 51 52 56 57 64 65 69

Quintessence Tirage du 2002-11-19

3 4
611 0163

Extra Tirage du 2002-11-19

NUMÉRO: 819330

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... **MISE SUR TOI** 1 866 505-JEUX

ANGLAIS

COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION

Petits groupes : 3 à 7 personnes ; admission continue à temps partiel et semi-intensifs

COURS INTENSIFS de jour, 25 h/semaine 155 \$ à 175 \$/semaine aussi disp. : 30 h / sem.

Formation en entreprise adaptée à vos besoins

Cours privés : toutes les langues

Converlang

école de langues postmoderne accréditée par Emploi-Québec

1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage, MtL (514) 278-5309 www.converlang.com

MAXIMA NISSAN

LOUEZ UNE 2003 POUR AUSSI PEU QUE **399\$ PAR MOIS**

*Sur approbation de crédit. Détails en magasin. Avec acompte. Les images sont à titre d'illustration seulement.

Cité Au Super Centre NISSAN de Montréal 3500 Jean Talon Ouest (Près de Côte-des-Neiges) Métro Namur (514) 739-3175

LE ROI ION EST ARRIVÉ

VOICI LA TOUTE NOUVELLE ION BERLINE DE SATURN, AVEC UN MOTEUR ECOTEC DE 2,2 LITRES LIVRANT 140 HP ET UN INTÉRIEUR AU DESIGN INNOVATEUR. FAITES-EN L'ESSAI CHEZ VOTRE DÉTAILLANT SATURN AUJOURD'HUI. ACHETEZ EN LIGNE À SATURNCANADA.COM OU TÉLÉPHONEZ AU 1 888 4SATURN. À PARTIR DE 15 495\$

TRANSPORT EN SUS (900\$).



Un monde de différence.



Le PDSF du modèle illustré (ION.2 1SC 2003) est de 17 795\$, transport et taxe d'accise en sus (1000\$). Immatriculation, assurances, frais reliés à l'inscription au registre mobilier et taxes en sus. Les détaillants peuvent vendre pour moins. Voyez votre détaillants Saturn pour plus de détails.

3089893A

| EN BREF |

Le ministre Jacques Baril prendra sa retraite

VICTORIAVILLE — Le député péquiste d'Arthabaska et ministre délégué aux Transports et à la Politique maritime, Jacques Baril, a confirmé hier qu'il ne se représentera pas comme candidat à l'occasion des prochaines élections provinciales, mais qu'il entend terminer son mandat actuel. « Après mûre réflexion et plus de 25 ans consacrés à travailler pour et avec les autres, j'ai décidé de rentrer dans mes terres. La vie est belle et courte. Je veux consacrer le temps qu'il me reste à mes trois enfants, et à mes deux premiers petits-enfants (des jumeaux) qui doivent naître d'une minute à l'autre, à mes proches et à moi-même », a-t-il déclaré lors d'un point de presse à son bureau de comté de Victoriaville. — *La Tribune*

Un match Bourque-Dionne-Marsolais ?

LA MINISTRE québécoise déléguée à l'Énergie, Rita Dionne-Marsolais, a l'intention de se représenter dans sa circonscription de Rosemont où elle pourrait affronter un redoutable adversaire adéquat en la personne de l'ancien maire de Montréal, Pierre Bourque. « Je ferai face aux adversaires qui seront là, quels qu'ils soient », a-t-elle indiqué hier à *La Presse* en marge d'une conférence de presse à laquelle elle participait à l'Université McGill. La députée se dit fière de son bilan depuis son élection aux générales de 1994. « Le comté n'est plus le même. Il y a eu beaucoup de progrès », assure-t-elle. Depuis que la rumeur court que Pierre Bourque pourrait devenir membre de l'ADQ, certains l'envoient dans la circonscription de Rosemont, l'arrondissement qu'il représente à l'hôtel de ville et qui inclut le Jardin botanique dont il a été le directeur général. M. Bourque est encore en réflexion. D'autres estiment que c'est la présidente de l'arrondissement Rosemont—Petite-Patrie à la Ville et membre de Vision Montréal, Denise Larouche, qui ira au bâton pour l'ADQ dans cette circonscription.

Le Bloc Pot en campagne de financement

FOURBISSANT SES armes en vue du prochain scrutin provincial, prévu pour le printemps prochain, le Bloc Pot, aussi connu sous le nom de Parti Marijuana, vient de lancer sa campagne de financement 2002-2003. C'est ce qu'ont fait savoir les responsables de la petite équipe politique dans un communiqué. L'objectif visé, modeste, est de 15 000 \$. C'est quand même plus que l'an dernier. Selon le répertoire des rapports financiers des partis politiques publié par le Directeur général des élections, le Bloc Pot avait récolté des revenus d'environ 4800 \$ provenant des contributions et des adhésions de membres durant toute l'année 2001. Afin de favoriser les contributions, le parti entend proposer une série d'activités de financement au cours des semaines qui viennent : vente de T-shirts, souper au bistro L'Opinel, lancement d'une disque compact, spectacle, tirage d'un voyage à Amsterdam, etc.

SEDONA 2003 À partir de

268\$¹ / mois

KIA SEDONA



MOTEUR 3,5 L V6 DACT • BOÎTE AUTOMATIQUE À 5 VITESSES • CLIMATISATION AVANT ET ARRIÈRE

0%
DE FINANCEMENT
À L'ACHAT⁴

KIA

0\$
DE VERSEMENT
INITIAL⁵6 mois
sans paiement⁶!

Démarez sans payer!

La meilleure garantie de l'industrie!



- GARANTIE DE BASE DE 5 ANS / 100 000 KM
- GARANTIE SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR DE 5 ANS / 100 000 KM
- ASSISTANCE ROUTIÈRE AVANTAGE PLUS DE 5 ANS / 100 000 KM

RIO RX-V 2003 À partir de

188\$² / mois

MOTEUR 1,6 L • 104 HP • BOÎTE MANUELLE À 5 RAPPORTS • JANTES EN ALUMINIUM • LECTEUR LASER • AILERON ARRIÈRE

SPECTRA 2003 À partir de

188\$³ / mois

MOTEUR 1,8 L • 125 HP • BOÎTE MANUELLE À 5 RAPPORTS • PHARES HALOGENE À VERRE CLAIR • GLACES ET PARE-BRISE TEINTÉS

L'offre de 6 mois sans paiement s'applique également aux modèles 2002 en inventaire.
Cette offre prend fin le 29 novembre 2002, faites vite!

Ville Marie KIA

Montréal

(514) 598-8800

KIA Mario Blain

McMasterville

(450) 464-4551

Rive-Sud Automobile

Longueuil

(450) 928-3000

KIA des Laurentides

Lafontaine

(450) 438-4438

Gravel KIA

St-Jean-sur-Richelieu

(450) 347-2835

KIA Serge Morand

St-Constant

(450) 635-4610

KIA Montréal

Montréal

(514) 908-2300

Albi KIA

Mascouche

(450) 474-3333

www.kia.ca

KIA Repentigny

Repentigny

(450) 657-1031

KIA St-Léonard

St-Léonard

(514) 256-1010

KIA Gabriel

Dollard Des Ormeaux

(514) 426-7777

Association des concessionnaires KIA du grand Montréal

KIA Sorel-Tracy

Tracy

(450) 742-1542

Bourassa KIA

Laval

(450) 669-7040

KIA St-Hyacinthe

St-Hyacinthe

(450) 774-3444

KIA Brossard

Brossard

(450) 671-5050

KIA St-Eustache

St-Eustache

(450) 623-9004

Joliette KIA

Joliette

(450) 752-1952

Boisvert KIA

Blainville

(450) 430-2223

KIA Latreille

Valleyfield

(450) 370-1130

Sur approbation de Services Financiers de Kia Canada. Durée de location de 60 mois pour la Rio RX-V et la Spectra et de 48 mois pour la Sedona. 1. Modèle 2003 SD7525. Taux de location annuel de 4,03%, 4 250\$ de versement initial ou équivalent d'échange. Le prix de détail suggéré du fabricant est de 24 995\$. 2. Modèle 2003 RO 5523. Taux de location annuel de 3,31% et 1 195\$ de versement initial ou équivalent d'échange. Transport et inspection pré-livraison inclus. PDSF : 15 750\$. 3. Modèle 2003 ST5413. Taux de location annuel de 2,08 % et 895\$ de versement initial ou équivalent d'échange. Transport et inspection pré-livraison inclus. PDSF : 14 795\$. Immatriculation, assurances, préparation, transport (selon le modèle) et taxes en sus. 4. Un taux de financement à l'achat de 0% pour une durée de 36 mois sur approbation de crédit pour les modèles 2002. 5. Disponible pour la RIO S. 6. Le même nombre de paiements sera effectué par l'acheteur mais ceux-ci débuteront six mois après la date d'achat pour les modèles RIO, SPECTRA, SEDONA, SPORTAGE et MAGENTIS. Les programmes de location sont exclus de cette offre. Durant cette période de six mois, Services Financiers de Kia Canada supportera les intérêts. Le kilométrage alloué pour la location est de 20 000 km/an (d'autres forfaits sont offerts) avec un supplément de 0,10\$ par kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut louer ou vendre moins cher. Des frais d'acquisition de 350\$ sont exigibles lors de la livraison. Les modèles offerts peuvent différer des photographies. Certaines restrictions peuvent s'appliquer. Les prix peuvent être modifiés sans préavis. Contacter ou visiter votre concessionnaire Kia du grand Montréal pour plus de détails.

Et vous,
que feriez-vous?

Ce soir



10 millions \$

18 ans +

Si le jeu n'est plus
un divertissement...MISE SUR TOI
1 866 SOS-JEUX

PASSEPORTS |

Projet-pilote d'identification biométrique

Presse Canadienne

HAMILTON — Le gouvernement fédéral a créé une base de données comportant les photos numériques des 10 millions de Canadiens détenant un passeport, a rapporté hier le quotidien ontarien *Hamilton Spectator*.

La banque d'images sera utilisée dans le cadre d'un projet-pilote d'identification biométrique pour prévenir l'obtention frauduleuse de passeports. Le but de l'entreprise est d'éliminer les imposteurs qui tentent d'obtenir plus d'un passeport avec des noms différents, a expliqué Marina Moraitis, du Bureau des passeports à Ottawa.

À l'aide de cet outil, qui recense la photo de chaque homme, femme et enfant dont l'image apparaît sur un passeport, les autorités fédérales pourront comparer la photo d'une personne et voir si plusieurs noms s'y rattachent, ou la comparer à celles des fichiers terroristes, des avis de recherche policiers et d'autres bases de données.

Le Bureau des passeports numérise présentement les photos qu'il détient et exigera le printemps prochain que toutes les demandes soient assorties de photos numériques.

Selon des représentants de l'industrie biométrique, Ottawa tente ainsi de satisfaire Washington, qui a entériné une loi requérant de chaque pays ami de faire appel à la biométrie — la reconnaissance faciale, anthropométrique ou oculaire — d'ici l'automne 2003.

Ian Drummond, président d'Imagis Technologies, une firme de systèmes biométriques de Vancouver, croit que le besoin de sécurité des Américains influence les réactions canadiennes. « Les États-Unis préconisent la ligne dure et nous devons nous y ajuster », a ajouté M. Drummond.

La semaine dernière, le ministre de l'Immigration, Denis Coderre, avait lancé l'idée d'une carte d'identité basée sur la reconnaissance biométrique. Selon Marina Moraitis, on ne sait pas encore si la biométrie sera utilisée sur tous les passeports. « Aucune décision n'a été prise à ce sujet, mais cela n'a rien à voir avec les demandes américaines. »

Il faut plus d'immigrants francophones dans les provinces anglophones

La commissaire aux langues officielles revient à la charge

SYLVAIN LAROCQUE
Presse Canadienne

OTTAWA — Malgré les forts taux d'assimilation qui persistent dans les communautés francophones hors Québec, la commissaire aux langues officielles, Dyane Adam, revient à la charge et demande une nouvelle fois à Ottawa d'attirer plus d'immigrants francophones vers les provinces anglophones.

Dans un rapport rendu public hier, la commissaire recommande au gouvernement fédéral de se fixer des objectifs précis de recrutement et de maintien des immigrants francophones à l'extérieur du Québec.

À l'heure actuelle, les immigrants ne représentent que 5 % des francophones au pays, tant au Québec que dans les autres provinces. En comparaison, les immigrants comptent pour 20 % de la population anglophone.

« Malheureusement, ce qui a été une situation bénéfique à la fois pour le pays et pour la plupart de ses immigrants n'a pas profité aux communautés minoritaires francophones du Canada », écrit M^{me} Adam dans son rapport.

« Le poids démographique des francophones diminue toujours alors que la communauté anglophone croît, largement en raison de l'immigration », a souligné la commissaire en conférence de presse.

Dyane Adam voit grand : elle voudrait que le gouvernement s'engage à rendre les communautés francophones aussi « diversifiées », sur le plan des immigrants, que la population anglophone.

« Comme on accuse un retard (...) au sein des communautés minoritaires de langue française et même du Québec, on devrait probablement avoir des cibles supérieures à la proportion (actuelle) de 5 % », a-t-elle soutenu.

Or, a reconnu M^{me} Adam, pas moins de la moitié des immigrants francophones qui s'installent à l'extérieur du Québec finissent par adopter l'anglais.

« Quand il y a transfert linguistique, c'est parce que l'immigrant lui-même est déçu et n'a pas réussi à obtenir les services dont il avait besoin pour s'intégrer pleinement à la communauté minoritaire », affirme la commissaire.

Avant d'arriver au pays, les immigrants francophones croient souvent, à tort, qu'ils n'ont pas à connaître l'anglais pour fonctionner à l'extérieur du Québec, souligne le rapport. Se rendant compte qu'ils doivent parler anglais pour s'intégrer, ils sont nombreux à délaissier les communautés francophones.

Pour corriger le tir, Dyane Adam demande aux gouvernements fédéral et provinciaux d'aider les communautés minoritaires à se doter des « outils » et des services dont elles ont besoin pour accueillir les immigrants francophones dans leur langue.

Elle suggère la mise sur pied d'un site Web qui permettrait aux immigrants potentiels de se renseigner sur la disponibilité des services en français dans différentes régions du pays.



Photothèque La Presse ©

Dyane Adam a reconnu que pas moins de la moitié des immigrants francophones qui s'installent à l'extérieur du Québec finissent par adopter l'anglais.

rentes régions du pays.

La commissaire propose en outre à Ottawa de créer un « indice du maintien des immigrants » dans les communautés minoritaires. Cet indice pourrait se fonder sur le nombre d'enfants d'immigrants inscrits dans les écoles francophones et le taux d'utilisation des services gouvernementaux en français.

M^{me} Adam se dit convaincue qu'une amélioration des services en français permettra d'attirer davantage d'immigrants francophones à l'extérieur du Québec. Pourtant, a-t-elle admis, l'Alberta accueille proportionnellement « quatre fois plus d'immigrants francophones » que le Nouveau-Brunswick, et ce en dépit du statut bilingue de cette dernière.

« Les différentes communautés francophones n'ont pas les mêmes défis à relever », a reconnu la commissaire.

Le ministre de l'Immigration, Denis Coderre, va dans la bonne direction en mettant de l'avant la « régionalisation » des nouveaux arrivants, mais « il ne va pas assez loin » en ne se fixant pas d'objectif à atteindre quant au nombre d'immigrants francophones, estime Dyane Adam.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a réagi aux recommandations de la commissaire en affirmant que « si on envoie (les immigrants francophones) à l'extérieur du Québec, c'est l'assimilation qui en (sera) le résultat ».

Ottawa prêt à soutenir une coalition contre l'Irak

Presse Canadienne

OTTAWA — Le Canada est prêt à fournir des troupes, des navires et des aéronefs à une coalition dirigée par les Américains en Irak, si cela devait s'avérer nécessaire, a laissé entendre hier le premier ministre Jean Chrétien.

Tout dépendra de ce que nous avons et de ce dont ils ont besoin, a dit M. Chrétien après que les États-Unis eurent demandé au Canada ce que serait sa contribution à une force de combat au Moyen-Orient. « Nous avons déjà des navires là-bas, nous avons des avions là-bas, nous avons des troupes là-bas. Et tout se passe bien. Ce sera la même chose. »

Mais tout envoi d'une force de coalition en Irak demeure pour le moment hypothétique, a souligné M. Chrétien. Cela dépendra si Saddam Hussein se plie aux exigences de la mission d'inspection des Nations unies en Irak.

Selon lui, la résolution de l'ONU nous assure « de meilleures chances de ne pas entrer en guerre parce que tous les pays veulent que Saddam Hussein respecte les Nations unies, de façon à ce qu'une guerre ne soit pas nécessaire », a dit M. Chrétien aux Communes.

Dhaliwal accuse Martin de semer la zizanie chez les libéraux

Presse Canadienne

OTTAWA — Le ministre des Ressources naturelles Herb Dhaliwal s'en est pris hier à son ancien collègue au cabinet fédéral, Paul Martin, qu'il a accusé de semer la zizanie chez les libéraux dans sa course au leadership du Parti libéral.

M. Dhaliwal était furieux parce que les partisans de M. Martin ont réussi à manoeuvrer, alors qu'il était hors du pays, pour prendre le contrôle de la direction de son association de comté dans la région de Vancouver, ce qu'il considère comme un affront personnel.



Plans de location et de financement de Toyota Crédit Canada Inc. Approbation du crédit requise. * Exemple de financement : 20 000 \$ à un taux de financement de 0,9 % par année. Paiement mensuel de 563,30 \$ pendant 36 mois. Frais d'emprunt de 278,71 \$. Coût total du prêt de 20 278,71 \$. Immatriculation, assurance et taxes en sus. **En fonction d'une location-bail de 48 mois et d'un taux de location de 3,9 % sur la Sienna CE Plus (modèle ZF19CS-B) avec acompte de 5 531 \$ ou échange équivalent. ***Premier paiement de 0 \$ pour une location-bail d'au moins 48 mois seulement. Dépôt de garantie de 0 \$. Coût total de la location de 18 924 \$ et prix de l'option d'achat de 14 374,15 \$ basés sur un maximum de 96 000 kilomètres. Des frais de 0,10 \$ s'appliquent pour chaque kilomètre supplémentaire, s'il y a lieu. Prix Accès de 28 884 \$. La location inclut un maximum de 1 260 \$ de frais de transport et de préparation. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Offres valables sur tous les modèles Sienna CE Plus 2003 neufs, loués ou achetés avant le 30 novembre 2002. Le concessionnaire peut louer/vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire Toyota participant pour plus de détails. †La Toyota Sienna a été la mieux classée des fourgonnettes compactes dans l'Étude sur la qualité initialeSM (2000) 2002 effectuée par JD Power and Associates aux É.-U. Étude (2002) basée sur les réponses de 64 905 consommateurs des É.-U., faisant état des problèmes encourus par les propriétaires de véhicules au cours des 90 premiers jours de possession. www.jdpower.com

À ce taux-là, on recevra peut-être aussi un prix pour la valeur.



Meilleure fourgonnette compacte
en matière de qualité initiale aux É.-U. trois années de suite - J.D. Power[®]

Sienna CE 2003

Taux de financement au détail de

0,9 %

jusqu'à 36 mois*

ou location à partir de

279 \$

par mois, 48 mois**

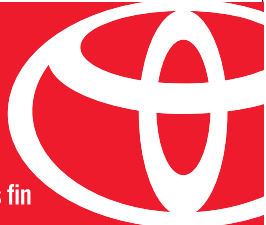
Premier paiement et Dépôt de garantie de 0 \$***

- Glaces, verrous et rétroviseurs assistés
- Moteur de 3 litres et 210 ch
- Témoin de basse pression des pneus
- Accueil sans clé
- Climatiseur jumelé
- Régulateur de vitesse
- Freins antiblocage
- Radiocassette AM-FM avec CD
- Access Toyota. Une expérience d'achat tellement plus sympa: Accès direct au prix, sans aucuns frais cachés. Accès à toutes les informations dont vous avez besoin. Accès sans pression à des conseillers en produit serviables.



Passez voir le concessionnaire Accès Toyota le plus près de chez vous aujourd'hui. Une expérience d'achat tellement plus sympa. Vous pouvez aussi visiter notre site à www.acces.toyota.ca ou composer le 1 888 Toyota-8.

TOYOTA
un coup de cœur sans fin



FUTURE SHOP

Venez voir ce que votre Future vous réserve.

Épargnez jusqu'à 100\$ sur les ordinateurs de poche Palm sélectionnés

12 Mois

Aucun paiement, aucun intérêt[†] sur tous les ensembles d'ordinateur/moniteur

*Avec votre carte Future Shop. Sur approbation du bureau de crédit. Achat minimum de 249 \$ requis. Détail complet ci-dessous.



Processeur Intel^{MD} Celeron^{MC} à 1,7 GHz

- Mémoire DDR de 128 Mo • Disque dur de 40 Go
- Lecteur de CD ré-inscriptible à 32x
- Carte graphique Intel^{MD} Extreme de 32Mo

503N CodeWEB: 10021359 MX70 CodeWEB: 10005647 Imprimante CodeWEB: 10016841

REMISE DE 270\$

➔ **999⁹⁹**

APRÈS REMISE

1269,99\$ - 115\$ moniteur remise postale
- 50\$ remise postale sur l'ensemble - 30\$ imprimante remise postale
- 75\$ remise postale HP sur l'ensemble = 999,99\$



Graveur CD-RW interne 40x12x40

- Vitesses d'écriture 40x, de ré-écriture 12x et de lecture 40x • Mémoire tampon de 2 Mo
- Garantie de 1 an CodeWEB: 10014215

RABAIS DE 70\$

➔ **89⁹⁹**

APRÈS RABAIS

159,99\$ - 50\$ remise postale
- 20\$ rabais instantané = 89,99\$



NETGEAR

Routeur pour câble/DSL à 4 ports sécuritaires pour le Web

- Commutation à 4 ports intégrée • Vitesse de transfert des données 10/100 mbps
- Détection/analyse automatique • Garantie de 3 ans RP614 CodeWEB: 10019611

RABAIS DE 30\$

➔ **59⁹⁹**

APRÈS RABAIS

99,99\$ - 30\$ remise postale
- 10\$ rabais instantané = 59,99\$



Rabais de 50%



Souris optique sans fil

- Plus de fil à emmêler • Plus de boule à nettoyer CodeWEB: 10006561

ÉPARGNEZ 45\$

➔ **44⁹⁹**



LEXMARK

Tout-en-un avec imprimante, lecteur optique et copieur

- 2400 x 1200 ppp • 11 ppm en noir et blanc
- 6 ppm en couleur • Numérisation à 48 bits
- Garantie de 1 an X75 CodeWEB: 10019397

RABAIS DE 50\$

➔ **149⁹⁹**

APRÈS RABAIS

199,99\$ - 50\$ remise postale = 149,99\$



Paquet de 25 CD enregistrables Métallique

- Capacité de 80 minutes/700 Mo • Capacité d'écriture à grande vitesse de 24x
- Surface d'enregistrement de couleur • Carrousel de rangement CodeWEB: 10014199

ÉPARGNEZ 8\$

➔ **16⁹⁹**

SONY

Baladeur Walkman de réseau pour mini-disque

- Écoutez plus de 5 heures de musique sur 1 seul disque
- Lien USB PC Link pour l'enregistrement de MP3
- Autonomie des piles de 56 heures
- Anti-saut G-Protection et anti-choc MZN505s CodeWEB: 10013306



➔ **249⁹⁹**

SAMSUNG

Baladeur avec lecteur MP3

- Anti-choc de 120 secondes
- Affichage ACL avec texte
- Durée de la pile de 13 heures (MP3)
- Peut être rechargé MCD-SM60 CodeWEB: 10014618



➔ **119⁹⁹**



Donnez le cadeau parfait pour les Fêtes.

Vous choisissez le montant. Ils choisiront le cadeau.

Carte cadeau maintenant disponibles en magasin et en ligne.

Plus de 40 000 idées-cadeaux pour les Fêtes.

➔ **FUTURE SHOP.ca**

Prix et produits en vigueur du 20 au 26 novembre 2002.

Une offre par client, aucun détaillant, ne peut être jumelée à une autre promotion, ne s'applique pas aux achats antérieurs. Voir détails en magasin.

*Sur approbation du bureau de crédit pour les achats effectués avec votre carte Future Shop. Les offres de financement prolongé ne s'appliquent pas aux achats effectués à FUTURESHOP.ca. Il faudra effectuer un achat d'au moins 249,00 \$ (avant taxes) pour bénéficier de l'offre «aucun intérêt». Pour nos options «aucun intérêt»: l'intérêt est calculé tous les mois au taux de 28,8 % et sera éliminé à condition que: (1) les mensualités minimales soient versées et (2) le solde soit payé d'ici la fin de la période couvrant l'offre sans intérêt. Pour nos options «aucun paiement, aucun intérêt»: l'intérêt est calculé tous les mois au taux de 28,8 % après la fin de la période couvrant l'offre sans intérêt. Pour nos options «versements égaux, aucun intérêt», une mensualité sera débitée sur votre compte jusqu'à la fin de la période couvrant l'offre sans intérêt et celle-ci sera payable au complet avant la date d'échéance mensuelle. Tous les prix et paiements sont sujets aux taxes applicables. Les taxes applicables doivent être payées lors de l'achat, sauf pour notre option «aucun intérêt pendant 90 jours». Le Client convient de verser tous les mois toutes les sommes en souffrance au Compte plus un paiement mensuel minimum (arrondi au dollar supérieur) correspondant soit à 3 % du solde au moment de la facturation, soit à dix dollars (10,00 \$), selon la plus élevée de ces sommes (le «Paiement Minimum»). Le Client peut en tout temps rembourser le solde impayé, en partie ou en entier. **POLITIQUE PUBLICITAIRE:** Là où des rabais ou crédits de programmation sont indiqués, toutes les taxes devant s'appliquer sont calculées et doivent être payées sur le prix avant rabais ou crédit. Les frais d'affranchissement appropriés doivent être payés pour les remises postales. Les remises payables en dollars américains sont sujettes aux fluctuations dans la valeur des devises et peuvent faire l'objet de frais de traitement par les banques canadiennes. Future Shop n'est pas responsable des remises postales des fabricants. La disponibilité des produits varie selon le magasin. © 2002, Future Shop Ltée. Tous droits réservés. Le présent document ne peut être reproduit ni en tout ni en partie, ceci incluant l'information sur les prix, sous quelque forme que ce soit et par quelque procédé que ce soit sans l'autorisation écrite de Future Shop. Les prix, produits et offres annoncés par l'InterBoutique de notre site web peuvent différer de ceux offerts dans les magasins Future Shop. **AÉROPLAN:** Aéroplan est une marque déposée d'Air Canada. Les achats de certificats et de cartes-cadeaux ne donnent pas droit à des milles Aéroplan; néanmoins, les achats effectués avec ces derniers le peuvent. Les milles Aéroplan sont calculés avant taxes. **INTEL:** Intel, le logo «Intel Inside», Pentium et Celeron sont des marques déposées ou des marques de commerce de la corporation Intel ou de ses filiales aux États-Unis et dans d'autres pays.

Si le solde quotidien moyen est de...	250\$	500\$	750\$	1000\$
...les frais de crédit pour une période de 30 jours seront de...	5,92\$	11,84\$	17,75\$	23,67\$
...les frais de crédit avec l'assurance FutureGuard pour 30 jours seront de...	8,40\$	16,80\$	25,20\$	33,60\$

| ÉTATS-UNIS |

Oui du Sénat au superministère de la Sécurité intérieure

d'après AFP

WASHINGTON – Le Sénat américain a adopté hier soir, une semaine après la Chambre des représentants et à une très forte majorité de 90 votes contre neuf, un projet de loi créant le superministère de la Sécurité intérieure, dont la mission est d'éviter des attentats terroristes comme ceux du 11 septembre 2001.

Ce texte prévoit la plus grande réorganisation du gouvernement fédéral américain depuis un demi-siècle.

Ce vote constitue une victoire pour le président George W. Bush, qui avait fait de la création de ce superministère de la Sécurité intérieure une de ses priorités dans la guerre au terrorisme.

Bush, qui se trouve à Prague pour le sommet de l'OTAN, a qualifié ce vote de « pas en avant historique et audacieux pour protéger les Américains » en « aidant notre pays à faire face aux nouvelles menaces du terrorisme en ce 21^e siècle ».

Rappelant que la création de ce ministère constituera « la plus grande réorganisation du gouvernement fédéral américain depuis les années 1940 », il a souligné que « cela prendra du temps ». « Mais je sais que nous ferons face à ce défi ensemble », a-t-il noté. « Je me réjouis à l'idée de signer une loi si importante », a conclu le président.

Les missions de ce futur ministère, dont la mise en oeuvre prendra des années, consisteront à la fois à empêcher des terroristes d'entrer aux États-Unis, à traquer ceux s'y trouvant déjà, à renforcer la sécurité du transport aérien, à accroître le degré de préparation en cas d'urgence, à réduire les risques

d'attaques chimiques, biologique et nucléaire ainsi qu'à protéger les infrastructures du pays.

Doté d'un budget annuel de 38 milliards de dollars US quand il sera opérationnel, le superministère doit intégrer 170 000 fonctionnaires travaillant actuellement dans 22 ministères.

Il regroupera sous une même ombrelle plusieurs administrations liées à la protection du territoire comme les gardes-côtes, la police des frontières, les services d'immigration ou encore les services d'intervention d'urgence et la nouvelle Agence de sécurité du transport aérien. Ce regroupement ne concerne toutefois pas les services de renseignement extérieur (CIA) ni la police fédérale (FBI).

Revers des démocrates

Cette idée était à l'origine celle des démocrates. Bush, après l'avoir initialement combattue, s'en est fait le champion et l'a utilisée avec succès contre les démocrates dans la

campagne pour les législatives du 5 novembre qui ont permis aux républicains de reprendre la majorité du Sénat et de renforcer leur contrôle à la Chambre.

Le Sénat sortant, contrôlé par les démocrates, s'opposait jusqu'à récemment à certaines dispositions du projet de loi, notamment sur les limitations du droit syndical pour les employés de ce nouveau ministère et les pouvoirs octroyés à l'administration présidentielle pour les nommer et les renvoyer.

Pour les démocrates, le projet aura représenté jusqu'à la fin une série de revers. Hier, ils ont échoué à faire passer un amendement qui voulait éliminer du texte des ajouts favorisant des intérêts particuliers. L'amendement a été rejeté par 52 voix à 47.

Ces ajouts visent notamment à limiter les dommages et intérêts pouvant être réclamés à des firmes spécialisées dans des technologies antiterroristes en cas d'attentats. La

législation assouplit aussi l'interdiction pour des sociétés concluant des contrats avec le futur ministère de la Sécurité intérieure de transférer leur siège dans un paradis fiscal.

Aéroports new-yorkais

Par ailleurs, une centaine de personnes accusées d'avoir obtenu des laissez-passer de sécurité dans les deux aéroports new-yorkais en fournissant de faux renseignements d'identité, ont été arrêtées hier, ont annoncé les autorités américaines.

Au cours d'une conférence de presse à l'aéroport Kennedy, le procureur fédéral pour le district Est de Manhattan, Roslynn Mouskoff, a précisé que ces arrestations étaient le résultat de vérifications sur les identités et les casiers judiciaires des quelque 40 000 employés dotés de badges permettant l'accès à des zones interdites au public dans les aéroports Kennedy et La Guardia.

Ze cadeau



TROUSSE-CADEAU TOUT COMPRIS :

- 3 mois de service
- Choix de 3 téléphones
- Choix de 3 forfaits
- 2 mois de messagerie texte*
- Pas de frais d'activation



À PARTIR DE
99\$*

Passez à un magasin Espace Bell ou Bell Mobilité.

1 888 4-MOBILE
zecadeau.ca

allez-y



L'offre prend fin le 31 décembre 2002 ou jusqu'à épuisement des stocks. Photo non contractuelle. Produits peuvent ne pas être disponibles dans tous les magasins. *Prix/offre peuvent être modifiés sans préavis. Les frais d'interurbain, d'itinérance, les frais d'accès au réseau et au service 911 ainsi que les taxes s'appliquent chaque mois. †Après les 2 premiers mois, la Messagerie texte illimitée gratuite vous sera automatiquement retirée et chaque message sera facturé 10 ¢ par la suite. 1 888 4-MOBILE est une marque de commerce de Bell Canada.



Auteuil
Entreprise Yaco enr.
5330, boul. des Laurentides
(450) 628-9366
Châteauguay
Mobilité Châteauguay inc.
61A, boul. St-Jean-Baptiste
(450) 692-4040
Dorval
J.D. Mobilité
10925, chemin Côte-de-Liesse
(514) 422-0511
Granby
Bell Mobilité
590, boul. Boivin
(450) 378-3618

Hull
Action Solutions Radio inc.
73, rue Jean-Proulx
(819) 777-0999
Joliette
Boutique du téléphone
127, boul. St-Charles Borromé N.
(450) 752-5030
Lachine
CBCI Telecom inc.
2409, 46^e Avenue
(514) 422-3334
Lafontaine
Cosat
2121, boul. Labelle
(450) 431-5122

Laval
Metro Com Canada
800, boul. Chomedey (120)
(450) 687-4000
Longueuil
Cellcom
650, place Trans-Canada
(450) 463-7777
Triacom
2771, boul. Jacques-Cartier Est
(450) 928-2244
Montréal
ABCO Telecom inc.
8900, rue Lajeunesse
(514) 389-8900
CelluMTL
Complexe Desjardins
(514) 282-3388

Citécell
5571, boul. de la Vérendrye
(514) 762-2000
Télécentre Québec
6855, rue St-Jacques Ouest
(514) 485-5222
Salaberry-de-Valleyfield
Librairies Boyer Itée
10, rue Nicholson
(450) 373-6211
Sherbrooke
Gobeil et Filles
4505, boul. Industriel
(819) 563-0406
St-Eustache
Communications J.D.
66, rue Dubois (107)
(450) 974-7444

St-Laurent
J.G. Communications
245, chemin Côte-Vertu
(514) 956-8885
Lazer Auto
9900, boul.
Henri-Bourassa Ouest
(514) 334-4785
St-Léonard
Autocell Nord
9269, Lacordaire
(514) 324-0000
Terrebonne
Her-Comm
1729, chemin Gascon
(450) 964-7777
Aussi offert dans
les magasins Espace Bell.

Passation des pouvoirs en Turquie: l'AKP gouverne

Erdogan, le chef inéligible du parti au pouvoir, poursuit sa tournée des capitales européennes

JOONEED KHAN

Salué par l'ensemble de la presse, le nouveau gouvernement turc, constitué du seul Parti de la justice et du développement (AKP, islamiste modéré), a pris ses fonctions hier, dirigé par Abdullah Gul comme premier ministre, et approuvé par le président de la République, Ahmet Necdet Sezer.

« Nous sommes condamnés à réussir pour notre peuple. Nous devons travailler dur », a déclaré le chef au parti Recep Tayyip Erdogan à la première réunion de groupe parlementaire de l'AKP.

Erdogan ne pouvait prétendre au poste de premier ministre à cause de son inéligibilité parlementaire. Il quittait ensuite Ankara pour Berlin dans le cadre d'une tournée européenne, tandis que le député Bulent Arinc était élu président de l'Assemblée nationale.

Âgé de 54 ans, Arinc était seul candidat de l'APK contre celui de l'opposition, Onder Sav, du Parti républicain du peuple (CHP, social démocrate). Il a réuni 369 voix contre 173 à Sav. Un total de 546 députés (sur 550) ont participé au vote.

Erdogan devait s'entretenir hier avec le chancelier allemand Gerhard Schröder, avant de gagner Londres pour une rencontre ce matin avec le premier ministre Tony Blair.

Erdogan, qui fait campagne pour l'adhé-



Photo AFP

Le nouveau premier ministre de la Turquie Abdullah Gul (à gauche) sourit au chef de gouvernement sortant Bulent Ecevit qui salue la foule à Ankara au moment de la cérémonie de passation des pouvoirs.

sion de son pays à l'Union européenne, s'est entretenu lundi avec le premier ministre grec Costas Simitis à Athènes, puis avec le premier ministre espagnol Jose Maria Aznar à Madrid.

Après ses entretiens à Londres, il devait

gagner Bruxelles pour y rencontrer le président de la Commission européenne Romano Prodi.

Il rencontre demain le premier ministre irlandais Bertie Ahern à Dublin, puis sera à Strasbourg pour y rencontrer le président du Parlement européen, Pat Cox. Il doit aussi se rendre au Danemark, en Finlande, en Suède, puis en France à la fin novembre.

Erdogan est notamment accompagné de Yasar Yakis, le nouveau chef de la diplomatie turque.

La passation des pouvoirs a eu lieu sobriement dans des ministères clés comme ceux des Affaires étrangères et de la Défense; celle entre le chef de gouvernement sortant Bulent Ecevit et le nouveau premier ministre Abdullah Gul a eu lieu dans l'après-midi.

Ecevit, vétéran de la politique turque âgé de 77 ans, a subi une cuisante défaite aux élections du 3 novembre. Son parti et ceux de ses partenaires de l'ex-coalition ne sont plus au Parlement, constitué de 363 élus de l'AKP, 178 du CHP de Deniz Baykal, et de neuf indépendants.

C'est la première fois depuis 1987 qu'un parti forme à lui seul le gouvernement en Turquie. Le nouveau cabinet a 24 ministres, dont une femme, responsable du Tourisme.

Outre Yasar Yakis, diplomate de carrière de 64 ans qui s'est vu confier les Affaires étrangères, le benjamin du cabinet, Ali Babacan, 35 ans, aura la gestion d'une économie en difficulté.

Abdullah Gul a estimé qu'« il n'y a pas une minute à perdre » pour affronter les pro-

blèmes du pays, notamment l'économie en crise et des échéances internationales touchant l'Union européenne et le problème chypriote.

La Turquie cherche à décrocher au sommet européen de Copenhague, en décembre, une date pour l'ouverture, dès l'année prochaine, de négociations d'adhésion à l'UE. Ankara aura aussi pour tâche de se saisir de l'épineux dossier chypriote: le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a présenté aux parties turque et grecque un plan de paix visant à réunifier l'île divisée depuis 1974.

Le débat en Europe se corse: Valéry Giscard d'Estaing, président de la Convention européenne, a mis le feu aux poudres en doutant de la vocation européenne de la Turquie.

Le groupe le plus important du Parlement européen (PPE, centre droite), est divisé, a reconnu son président Hans Gert Poettering. « Il y a des positions divergentes, les avis sont partagés », a-t-il dit, ajoutant qu'« il y a un point sur lequel tout le monde est d'accord: le sommet de Copenhague ne doit pas fixer de date ».

Le droit au port du foulard islamique dans les universités de Turquie était entre-temps au centre d'une audience de la Cour européenne des droits de l'homme, saisie par deux étudiantes exclues de leur établissement pour cette raison.

Enfin, un prisonnier gréviste de la faim est décédé hier, portant à 59 le bilan des morts du mouvement de protestation engagé il y a près de deux ans contre le nouveau régime carcéral en Turquie, a annoncé l'Association turque des droits de l'homme (IHD).



N'ayez pas peur de l'hiver !

LES
JOURS
RECORDS
TOYOTA



NOUVEAU DESIGN POUR 2003

AU VOLANT DE LA ECHO 2003, L'HIVER NE VOUS FERA PAS PEUR. VOUS Y SEREZ BIEN AU CHAUD GRÂCE À SON DOUBLE SYSTÈME DE CHAUFFERETTE ET VOS PASSAGERS APPRÉCIERONT LES BOUCHES DE CHALEUR À L'ARRIÈRE. VOUS LA TROUVEREZ SPACIEUSE. À TEL POINT QUE VOUS NE CROIREZ PLUS QUE C'EST UNE PETITE VOITURE. CHAQUE COMMANDE EST À SA PLACE ET LA POSITION DE CONDUITE EST PARFAITE, QUEL QUE SOIT VOTRE GABARIT.



ECHO 2003

159\$ par mois
prix **ACCÈS**

Location 60 mois¹
Transport et préparation inclus

0\$ dépôt
de sécurité

MENSUALITÉ	COMPTANT
159 \$	2 083 \$
198,34 \$	0 \$

OU OBTENEZ

3,9%
de financement à l'achat pour 36 mois²
sur toutes les Echo 2003 en stock

ET ELLE EST BIEN DE SON TEMPS LA NOUVELLE ECHO AVEC SA CAPACITÉ DE RÉDUIRE LES ÉMISSIONS POLLUANTES ET SON MOTEUR HAUTE TECHNOLOGIE DE 16 SOUPAPES VVT-i. EN PLUS, ELLE NOUS ARRIVE AVEC UNE CALANDRE PLUS AUDACIEUSE, LA LIGNE DES PHARES EFFILÉE ET UN PROFIL PLUS RAFFINÉ. VOUS POURRIEZ PASSER UN TRÈS BEL HIVER EN SA COMPAGNIE. SANS PEUR.

FAITES L'ESSAI DE LA NOUVELLE ECHO 2003 CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE TOYOTA.

La nouvelle Toyota Echo, consacrée meilleure voiture de sa catégorie selon « l'Annuel de l'automobile 2003 ».



V o t r e c o n c e s s i o n n a i r e T o y o t a www.acces.toyota.ca



Toutes les Toyota comprennent l'assistance routière, un plein réservoir d'essence et des tapis protecteurs. Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. SUR APPROBATION DE CRÉDIT PAR TOYOTA CRÉDIT INC., immatriculation, assurances et taxes en sus. ¹ Offre de location au détail valable sur les modèles Echo 2003 (8T123M AA) neufs en stock. Premier versement de 182,90 \$, taxes incluses et dépôt de sécurité de 0 \$ exigibles au moment de la livraison. Franchise annuelle de 24000 km. Frais de 7¢ (Echo) du kilomètre excédentaire. ² Offre de financement à l'achat de 3,9 % pour 36 mois valable sur les Echo 2003 neuves en stock, transport et préparation en sus. *Le rabais aux diplômés (jusqu'à 1 000\$ de remise) peut différer selon le modèle. Photo à titre indicatif seulement. Offres d'une durée limitée. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

TOYOTA
un coup de cœur sans fin



SEARS[®]

nous sommes votre magasin de Noël parce que...

Sears vend plus de gros appareils ménagers que tout autre magasin au Canada

D'après des sondages indépendants dans tout le pays, en vigueur au moment de la préparation de la publicité



888\$

LE PLUS BAS PRIX DE L'ANNÉE!

RÉFRIGÉRATEUR KENMORE^{MD} DE 18,8 PI³ À CONGÉLATEUR EN HAUT

1 tablette et 4 demi-tablettes en verre à rebord. 2 hydrateurs à réglage d'humidité. N° 61962. Rég. Sears 1149,99.

RIEN QUE 34,16 PAR MOIS*

Aussi en blanc et en biscuit

Prix en vigueur jusqu'au samedi 14 décembre 2002

Et, **0%** d'intérêt jusqu'en janvier 2005*, avec la carte Sears,
pour tous les gros appareils ménagers



Il y a des magasins Sears près de chez vous

Gros appareils ménagers
disponibles dans les magasins suivants:

Amos

Magasin-concession d'Amos (819) 732-6451

Deux-Montagnes

Les Promenades Deux-Montagnes (450) 491-5000

Drummondville

Les Promenades de Drummondville (819) 478-1381

Granby

Les Galeries de Granby (450) 375-5770

Joliette

Magasin-concession de Joliette (450) 759-3900

Mont Laurier

Magasin-concession de Mont Laurier (819) 623-4100

Montréal

Magasin de meubles et d'électroménagers d'Anjou
Langelier et Jean Talon (514) 254-4213

Magasin de meubles et d'électroménagers de Brossard
Boulevard Taschereau et boulevard Napoléon (450) 678-9066
Magasin de meubles et d'électroménagers Sears de Lachenaie
Montée des Pionniers et sortie 95 de l'autoroute 40 (450) 654-9966

Magasin de meubles et d'électroménagers de LaSalle

Boul. Newman et Boul. Senkus (514) 365-5070

Carrefour Laval (450) 682-1200

Mail Champlain Brossard (450) 465-1000

Magasin de meubles et d'électroménagers de Laval

Boulevard Curé Labelle et autoroute 440 (450) 682-0495

Les Galeries d'Anjou (514) 353-7770

Place Vertu (514) 335-7770

Promenades St-Bruno (450) 441-6603

Magasin de meubles et d'électroménagers de St-Bruno

Autoroute 30 et autoroute 116 (450) 653-4064

St-Jérôme (450) 432-2100

Pointe Claire

Centre Fairview Pointe Claire (514) 694-8815

Magasin de meubles et d'électroménagers de Pointe Claire

Boul. des Sources et autoroute Transcanadienne

(514) 694-3984

Repentigny

Les Galeries Rive Nord (450) 582-5532

Rosemère

Place Rosemère (450) 433-1001

Rouyn

Magasin-concession de Rouyn (819) 764-5151

Sorel

Les Promenades de Sorel (450) 746-2508

St-Hyacinthe

Magasin-concession de St-Hyacinthe (450) 773-6601

St-Jean

Le Carrefour Richelieu St-Jean (450) 349-2651

St. Jérôme

Le Carrefour du Nord (450) 432-2110

Val d'Or

Magasin-concession de Val d'Or (819) 825-3181

Valleyfield

Magasin-concession de Valleyfield (450) 371-3050

Victoriaville

La Grande Place des Bois Francs (819) 357-4000

*Payez en 26 mensualités égales, sans intérêt, jusqu'en janvier 2005.
Avec la carte Sears seulement, sur approbation de votre crédit.

Achat minimum: 200 \$. Tous les frais et taxes

applicables sont payables au moment de l'achat.

La mensualité indiquée a été arrondie au cent près.

Des frais de crédit s'ajouteront au solde de votre compte

pour toute portion impayée d'un montant porté sur

votre compte Sears, à compter du mois suivant.

À l'exclusion des articles de nos magasins de liquidation,

des achats par catalogue et sur le site Web.

Offre en vigueur jusqu'au samedi 30 novembre 2002.

Renseignez-vous.



Le nouveau magasin de meubles et d'électroménagers Sears de Lachenaie a ouvert ses portes



EXPRESS INTERNATIONAL

Pérou | Fujimori candidat ?

L'EX-PRÉSIDENT péruvien Alberto Fujimori, en exil au Japon, a annoncé hier, à l'occasion du second anniversaire de la présentation de sa démission, son intention de revenir au Pérou dans le but d'être candidat à une future élection présidentielle. Cette annonce intervient deux jours après la sévère défaite subie le président Alejandro Toledo lors d'élections locales, revers qui hypothèque sérieusement sa légitimité, selon les analystes. — *d'après AFP*

Venezuela | Caracas sous tension

L'OPPOSITION au président du Venezuela, Hugo Chavez, a rassemblé plusieurs milliers de personnes hier à Caracas pour protester contre la prise de contrôle par le gouvernement de la police métropolitaine (PM) de la capitale, où la tension s'est avivée ces derniers jours. Les manifestants, partis de la place Francia dans le quartier chic d'Altamira, sont allés jusqu'à l'Assemblée nationale où des maires de l'opposition ont remis un document dénonçant la mesure gouvernementale comme une atteinte à la décentralisation et à l'autonomie des municipalités. — *d'après AFP*

Espagne | 370 ans pour « la Tigresse »

LA MILITANTE de l'ETA Idoia Lopez Riano, alias « la Tigresse », a été condamnée hier à 370 ans de prison comme auteur de l'assassinat de cinq gardes civils, tués lors d'un attentat à la voiture piégée perpétré par le commando Madrid de l'organisation armée basque le 25 avril 1986. Depuis son extradition de France en mai dernier, Idoia Lopez Riano, a été condamnée à 29 ans de réclusion pour le meurtre d'un Français à Irún en 1984 et est accusée par la justice espagnole d'avoir participé à plusieurs attentats qui ont fait un total de 23 morts. — *d'après AFP*

Biélorussie | Président interdit

LE PRÉSIDENT biélorusse, Alexandre Loukachenko, et sept de ses collaborateurs vont être interdits de séjour dans 14 États membres de l'Union européenne, une mise au ban à laquelle seul le Portugal a refusé de se joindre lors d'une réunion hier à Bruxelles des ministres des Affaires étrangères des Quinze. Le régime autoritaire de Loukachenko est de longue date dans le collimateur des Occidentaux pour ses violations des droits de l'homme. Le Portugal a émis la crainte qu'une telle interdiction n'empêche la tenue, les 6 et 7 décembre à Porto, de la prochaine réunion ministérielle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, dont il assure la présidence tournante. L'ordre du jour doit être adopté à l'unanimité par les 55 pays membres. — *d'après AFP*

Kenya | Violent début

UN HOMME a été tué de plusieurs coups de couteau lundi à Nairobi, au premier jour de la campagne électorale officielle, lors d'échauffourées entre supporters des deux favoris à la présidentielle du 27 décembre, a annoncé hier la police. Des partisans de Uhuru Kenyatta et Mwai Kibaki « se sont affrontés au centre-ville », a déclaré le porte-parole de la police, Kingori Mwangi. Kenyatta, candidat de l'Union nationale africaine du Kenya, au pouvoir, est le dauphin désigné par Daniel arap Moi, chef de l'État et du parti depuis 1978 et que la Constitution empêche de briguer un mandat supplémentaire. — *d'après AFP*

Pianos neufs et usagés

Réduit jusqu'à 30 %

- Dramberger
- Young Chang
- Bergmann
- Yamaha
- Kawai
- M. & Risch
- Willis
- Lesage
- Chickering
- Dratte
- et autres

4 jours seulement
21, 22, 23 et
24 novembre

À partir de
Piano d'app. 1 200 \$
Piano droit 1 300 \$
À queue 4 350 \$

Ouvert
dimanche

Bouthillier musique inc.
3338, rue Bélair, Montréal
(514) 722-8741

Zellers

Avis important : danger pour la sécurité des bébés

Zellers a appris que des sucres de marque Truly pouvaient présenter un potentiel de danger. Ces sucres étaient vendues dans tous les magasins Zellers depuis février 2002.

Bien qu'aucune blessure n'ait été signalée, les éléments de plastique de ces sucres se détachent, représentant ainsi un danger d'étouffement pour les bébés et les jeunes enfants.



Ces sucres étaient offertes en emballage de deux, avec tétine en latex ou en silicone. Les sucres en latex faites de plastique opaque étaient vendues en différentes combinaisons de trois des couleurs suivantes : rose, jaune, violet, vert et bleu. Les sucres en silicone, faites de plastique translucide, étaient offertes en différentes combinaisons de trois des couleurs suivantes : violet, rose, bleu et vert.

Zellers a retiré toutes les sucres de marque Truly de ses magasins et invite ses clients à cesser immédiatement l'usage de ces sucres et à les retourner dans n'importe quel magasin Zellers au Canada pour un remboursement complet.

Zellers prend à coeur son engagement et ses responsabilités envers ses clients, en particulier en ce qui a trait à toutes ses marques maison. Si la Compagnie découvre un problème, elle prendra les mesures appropriées pour en informer les consommateurs et corriger la situation.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le Service à la clientèle Zellers, au 1 888 226-2225.

DANEMARK

Un ancien général irakien accusé de crimes de guerre contre les Kurdes

Agence France-Presse

COPENHAGUE — La police danoise a arrêté hier un ancien général irakien réfugié au Danemark, Nizar al-Khazraji, et l'a inculpé de crimes de guerre contre les Kurdes dans les années 80 dans le nord de l'Irak.

L'ex-chef des forces armées irakiennes, réfugié au Danemark depuis 1999, a été interrogé par la police et présenté devant un juge au tribunal de Soroe (50 km au sud-ouest de Copenhague).

Le juge a décidé après une audition de plus de cinq heures de le placer en résidence surveillée à son domicile à Soroe avec obligation de se présenter régulièrement au poste de police, et non en détention provisoire comme le réclamait l'accusation publique.

Le magistrat a estimé qu'il y avait des « soupçons justifiés » sur son implication dans des crimes de guerre en Irak, confirmant ainsi son inculpation par la police.

Celle-ci a enquêté à son sujet depuis octobre 2001, à la suite de plaintes de réfugiés kurdes au Danemark, et a souhaité son placement en détention préventive, craignant qu'il ne quitte le pays pour échapper aux poursuites judiciaires.

Le procureur Birgitte Vestberg a déclaré que « le but de le présenter à un juge est de décider s'il existe des raisons précises de croire que l'ex-général veuille échapper à des poursuites ». Elle a expliqué que Nizar al-Khazraji a demandé récemment un document de voyage à la police pour se rendre en Arabie Saoudite, qui a accepté de l'accueillir.

La police danoise a été alors contrainte de l'arrêter, de l'inculper et de le présenter devant un juge craignant qu'il ne revienne pas au Danemark, où une enquête est toujours en cours à son sujet.

L'avocat de Khazraji, Anders Josefson, a confirmé avoir envoyé une demande pour obtenir un document de voyage pour son client, qui souhaitait se rendre en Arabie Saoudite, et avoir obtenu une réponse favorable des autorités de l'immigration.

L'ex-général est accusé par les réfugiés kurdes résidant dans le royaume d'être responsables des massacres par les armes chimiques de milliers de kurdes en 1988, dans le nord de l'Irak.

Khazraji, 64 ans, est soupçonné de crimes contre l'humanité et de violation de la convention de Genève sur la protection de personnes civiles en temps de guerre.

Il a nié devant le tribunal toutes les accusations portées contre lui, réaffirmant qu'il n'était pas au courant des attaques aux armes chimiques contre des populations kurdes en 1988.

Les autorités danoises avaient accepté en 1999 de lui accorder un statut spécial dit de « séjour toléré » car il risquerait d'être condamné à mort s'il était refoulé vers son pays, d'où il s'était enfui en 1995 pour la Jordanie.

L'ex-militaire irakien est considéré par Washington comme l'un des officiers de haut rang susceptibles de remplacer le président irakien Saddam Hussein, avaient rapporté à plusieurs reprises des médias danois et américains.

Il a toujours réfuté les accusations portées contre lui et a souvent exprimé le désir de se rendre à l'étranger pour rencontrer notamment l'opposition irakienne, mais s'était vu refusé un document de voyage par le gouvernement danois.

Celui-ci a affirmé que Khazraji pouvait bien quitter le Danemark mais qu'il perdrait dans ce cas son titre de séjour et le droit de revenir dans ce pays où il vit à Soroe avec sa femme et ses deux enfants.



invent

523N

- Processeur AMD Athlon XP 2200+ (1,8 GHz)
- Mémoire vive 512 Mo
- Disque dur 80 Go
- Lecteurs CD-RW et DVD
- Mémoire vidéo partagée jusqu'à 32 Mo
- Carte réseau 10/100 et modem 56 Kbps
- Windows XP^{MC} édition familiale

Prix après rabais

1599⁹⁵

Notre prix 1873,79
Rabais postal - 200 \$ et instantané - 73,84

NOUVEAU!

TOSHIBA
ORDINATEUR PORTATIF
SATELLITE 1110-6MU

- Processeur Intel Celeron 1,8 GHz
- Mémoire vive 256 Mo
- Disque dur 20 Go
- Écran TFT 14,1 po
- Lecteur optique DVD
- Windows XP^{MC} édition familiale

497569/
497570

INDÉCIS?

N'OUBLIEZ
PAS NOS
CERTIFICATS-CADEAUX !

1699⁸⁵

Valable jusqu'au 26 novembre 2002 ou jusqu'à épuisement des stocks.
Les articles ne sont pas tous disponibles par livraison ou par commande en ligne.

Pour le magasin BUREAU EN GROS
le plus près et les heures d'ouverture, composez le :
1-800-668-6888

+

LE PÈRE NOËL SAIT QUOI METTRE SOUS VOTRE ARBRE !

Kodak
APPAREIL PHOTO
NUMÉRIQUE DX4900

- 4 mégapixels
- Zoom optique 2X et zoom numérique 3X
- Imprime de 4 po x 60 jusqu'à 20 po x 30 po

4 mégapixels

499⁹⁸

PRIS
coupé
était
629⁹⁵

489482



invent

GRAVEUR
DE DVD 2001 + R, +RW

- Réalisez vos propres films DVD
- Enregistrez jusqu'à 3 heures de vidéo
- Sauvegardez des photos, de la musique et des données sur une seule disquette réinscriptible DVD+RW de 4,7 Go

489087

Prix après rabais

494⁹⁹

Notre prix 574,99 Rabais 50 \$ US* - 80 \$
*D'après un taux de change de 60 %

symantec

NORTON
INTERNET
SECURITY 2003496542
Code du bon :
5160000000000000

Prix après rabais

74⁹⁹

Notre prix 94,99 Rabais instantané -20,00 \$

BUREAU
EN GROS^{MC}

Articles de bureau • Bas prix d'entrepôt

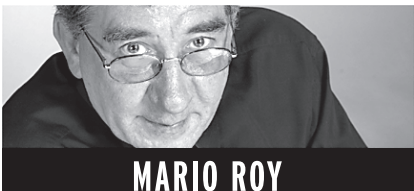
www.bureauengros.com

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Le sanglot de Robert Fisk



MARIO ROY
mroy@lapresse.ca

Ce sont les nouvelles définitions de la liberté d'expression et de l'esprit critique telles que normalisées, en trois règles simples, à l'Université Concordia.

Un : quiconque est d'accord avec l'idéologie dominante peut discourir sans en être empêché par la violence et l'intimidation ; il peut en outre être assuré de ne pas être contredit, ou même poliment questionné sur les faiblesses — il y en a toujours — de ses positions. Deux : celui qui n'est pas d'accord avec la nouvelle pensée

unique doit être empêché de s'exprimer par tous les moyens, y compris l'émeute et l'agression. Trois : au moment où ce précaire arrangement s'effondre sur lui-même, ce qui ne peut pas rater, tout le monde est muselé et l'Université devient un lieu de non-parole, de non-opinion, de non-débat.

Bravo ! Quel grand bond en avant pour la classe intellectuelle !

De l'épisode Benjamin Netanyahu en passant par la séquence Svend Robinson (et sans même revenir sur l'extraordinaire *Agenda étudiant 2001-2002* qui flirtait avec le racisme et l'incitation au crime... sans parler de la débilité profonde, bien entendu), on a atteint sur le campus de l'Université Concordia, avec la récente conférence de Robert Fisk, la quintessence de la soumission moutonnaire à la pensée lénifiante, au conformisme béat, à la liberté d'expression à sens unique, à la catalepsie du sens critique.

Fisk est journaliste pour le compte de l'organe britannique *The Independent* et spécialiste du Moyen-Orient.

Il a donné à Concordia une conférence ayant pour thème : les journalistes occidentaux sont tous pourris, en particulier les jeunes, subjugués et dominés par l'establishment médiatique. Il a fait salle comble, a été applaudi à tout rom-

pre, a fait l'objet de reportages élogieux dans... les grands médias de l'establishment.

Personne n'a songé à lui demander pourquoi il a un jour professé être d'accord avec certaines formes de violence raciste.

En particulier celle — et il faut admirer ici l'abnégation héroïque de l'individu — dont il fut lui-même victime, le 8 décembre 2001, en Afghanistan, où il fut laissé pour mort après avoir été battu et lapidé pour l'unique raison qu'il était blanc, occidental et assimilable à un Américain. « Je ne pouvais pas leur tenir rigueur de ce qu'ils faisaient. Si j'avais été (à leur place), j'aurais fait la même chose à Robert Fisk ou à tout autre Occidental », devait-il écrire plus tard en reprenant conscience, meurtri de bleus... Ce qui donne une toute nouvelle définition du racisme : il est inacceptable, sauf dans le cas où

il est dirigé contre un Blanc occidental et potentiellement américain.

Il s'agit d'une sorte d'autoflagellation constituant la version revue, corrigée et augmentée du magistral ouvrage de Pascal Bruckner, *Le Sanglot de l'homme blanc* (1986), qu'on n'a visiblement pas suffisamment étudié dans les universités.

■ ■ ■

Depuis quelques mois, l'Université Concordia, déjà réputée être passablement flyée, est passée par toute la gamme des excès de l'intolérance, de la violence et de la censure, en prenant précisément pour prétextes la tolérance, la paix et la liberté d'expression.

Comme on le sait, cela s'est terminé, après de pénibles séances de vitrines cassées et de pugilats de ruelle, par une interdiction par la direction universitaire de débats portant en particulier sur le conflit israélo-palestinien, dont le potentiel d'incitation au dérapage est maintenant universellement connu.

Il s'agit d'un bel exemple de silence imposé par la force, de censure instaurée par le muscle.

Comme chacun sait, c'est la raison pour laquelle ont été inventées les universités : plier la pensée aux modes du jour, quitte à enrôler Robert Fisk ou à réquisitionner l'escouade des gros bras... comme si on se trouvait à une vente de cuisine de contenants Tupperware ou chez les cols bleus de la ville de Montréal.

Faux numéro



MAURICE JANNARD
maurice.jannard@lapresse.ca

Le ministre fédéral de l'Industrie, Allan Rock, entreprend une consultation publique sur la pertinence d'augmenter le degré de propriété étrangère dans le secteur des télécommunications.

Un comité de la Chambre des communes devra remettre un rapport en février prochain. Il faut demander aux élus fédéraux membres de ce comité de rejeter pareille suggestion. Non qu'il faille craindre dès le départ la mainmise étrangère sur un secteur vital de l'économie, mais bien parce que tout simplement le problème de cette industrie dépasse largement la question du contrôle extérieur.

M. Rock donne deux raisons pour vouloir lever certaines restrictions entourant l'investissement étranger : s'assurer que la réglementation canadienne soit de classe mondiale et permettre à l'industrie d'avoir accès à tous les capitaux dont elle a besoin.

Actuellement, le contrôle étranger est limité à 20 % dans les entreprises canadiennes de télécommunications. Le plus bel exemple a été fourni lorsque le géant américain SBC a pu détenir 20 % de Bell Canada, part que la compagnie montréalaise vient de racheter.

Il est bon de savoir que dans ce secteur, le gouvernement américain impose aussi des restrictions variant de 20 à 25 % sur la propriété étrangère. Un niveau supérieur est permis si la Federal Communica-

tions Commission (FCC) juge qu'il est dans l'intérêt public de le faire. Avant d'implanter un nouveau cadre au Canada, Ottawa devrait chercher à négocier des accords de réciprocité avec son puissant voisin.

Tant au niveau mondial que canadien, le véritable problème de cette industrie en est un de surcapacité des équipements, ce qui signifie qu'il y a eu TROP d'investissements dans ce secteur. Les difficultés des grands acteurs internationaux comme Lucent Technologies, Alcatel, Nortel et Ericsson le montrent clairement.

La même situation se retrouve au Canada. Quatre entreprises principales se retrouvent notamment dans le segment du téléphone sans fil (Bell, Rogers, Telus et Fido), mais seuls les deux premières s'en tirent bien.

Trop de firmes enregistrent des pertes financières et tous les analystes s'attendent à des fusions. Un exemple a été fourni lundi avec l'acquisition du torontois GT Telecom par la société de Vancouver 360 Networks. Comme les observateurs le dénotent, la crise que traverse le secteur des télécommunications est loin d'être terminée : il y a toujours surcapacité de transmission et la concurrence reste féroce.

Pourquoi amener des concurrents étrangers alors ? Les esprits cyniques seront tentés de dire que le ministre fédéral, avec son idée de comité, cherche à attirer l'attention tandis qu'il est candidat à la direction du Parti libéral.

Non, il faut que l'industrie canadienne continue de se consolider, ce qui permettra aux entreprises restantes d'afficher de meilleurs bilans. Adoucir les contraintes au contrôle étranger n'est pas la solution. Allan Rock a tout simplement composé le mauvais numéro.

JUSQU'OU LES INSPECTEURS DE L'ONU FOUILLERONT-ILS?



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

LA BOÎTE AUX LETTRES

Tout à un dollar... même une maison !

L'ENQUÊTE d'André Noël publiée lundi dernier dans *La Presse* est très troublante. Les pauvres riches n'ont pas les moyens de payer leur juste part de taxe de mutation. Lorsqu'on parle de quelques gens qui évitent les lois, on parle de fraude. Mais lorsqu'une transaction foncière sur quatre est douteuse à Westmount, on parle de conspiration.

Lorsqu'une personne bénéficiaire de sécurité du revenu améliore un peu son sort en travaillant et en omettant de déclarer ses revenus, on applique diverses mesures disciplinaires allant jusqu'à lui réclamer des sommes versées en trop sur de longues périodes. Cet argent a été dépensé depuis longtemps en biens de consommation primaire comme du pain et du beurre.

Mais voilà, quelles seront les mesures prises contre ces nantis qui abusent des largesses de fonctionnaires municipaux moins consciencieux ? L'argent économisé aura permis à ces pauvres riches de mettre du caviar sur leur pain !

Nul ne doit être au-dessus des lois. Surtout pas ceux qui ont les moyens de rencontrer leurs obligations.

FRÉDÉRIC TREMBLAY
Sherbrooke



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse

Un dollar ou 1,9 million pour cette maison ?

Une escroquerie

« LE QUART des maisons de Westmount sont vendues pour... un dollar », selon la une de *La Presse* du 18 novembre. Dans un seul but : épargner sur les droits de mutation, dits « taxe de bienvenue ». Cette grossière manoeuvre dont se rendent complices certains notaires s'appelle de la fraude et elle est commise aux dépens des contribuables montréalais, dont je suis. Ces notaires devraient être cités devant le comité de

discipline de leur Ordre pour être radiés. En outre, les autorités de la nouvelle Ville devraient récupérer les sommes détournées devant les tribunaux.

Monsieur le maire Tremblay, allez-vous fermer les yeux sur une escroquerie pareille, à la veille de la présentation du budget ? Puis-je vous rappeler que les droits de mutation rapporteront à la Ville 47 millions de dollars cette année ?

GHISLAIN LAROCHE
Montréal

Quel labyrinthe ?

JE FRÉQUENTE le Salon du livre depuis les tout débuts avec grand plaisir, je suis toutefois très déçu de ma visite de cette année. Comment peut-on fêter le 25^e anniversaire d'un si bel événement annuel dans un tel labyrinthe ? Avant même de commencer la visite, nous sommes épuisés à courir aux extrémités de la Place Bonaventure entre le guichet et le vestiaire. Les « brillants » architectes ont-ils pensé aux personnes âgées et handicapées qui doivent escalader péniblement (lorsqu'elles le peuvent) les marches abruptes qui mènent au Salon ? Par la suite, faut-il encore parcourir ces corridors restreints et mal aménagés pour aboutir à l'entrée principale, où là encore de nombreuses marches nous attendent. Malheureusement, nous ne sommes pas au bout de nos peines : deux minables casse-croûte sont « censés » accueillir plusieurs milliers de visiteurs !

PIERRE SAMUEL
Montréal

Aux stratégies de parti

AVEC LA dernière perle du vigneron de Collioure, Jacques Parizeau, au sujet de fonds gouvernementaux qui seraient spécifiquement alloués à la promotion de la souveraineté, le tout suavement, moralement, ingénieusement mais non astucieusement... approuvé par le premier ministre actuel, les stratégies péquistes devront sérieusement réfléchir. En politique comme en tout autre

domaine, la panique n'est jamais bonne conseillère et à voir le comportement erratique de ces deux barons de la Cause, ils devront se demander s'il ne faudrait pas, avant les prochaines élections, remplacer le roi Bernard par un(e) autre chef, sinon ce sera l'hécatombe. Quant aux adéquistes et libéraux, qu'ils se tiennent cois : en Bernard Landry et Jacques Parizeau, ils ont trouvé leurs meilleurs alliés !

MICHEL LEBEL
Entrelacs

Veuillez me suivre, S.V.P...

LES MESURES de sécurité se resserrent aux frontières canado-américaines. Toutefois, l'arbitraire est au rendez-vous pour certains citoyens canadiens voyageant aux États-Unis en raison du fichage systématique dont ils sont victimes du fait de leur lieu de naissance. J'ai une idée pour susciter un débat sur l'intelligibilité de cette mesure. Pourquoi le gouvernement canadien ne réagirait-il pas en photographiant et en prenant les empreintes digitales des Texans voyageant au Canada ? Nous avons quelques bonnes raisons de le faire après tout. Les citoyens de cet État possèdent, toutes proportions gardées, un nombre effarant d'armes à feu ; de plus, le Texas détient le record peu enviable d'exécuter le plus grand nombre de condamnés à mort annuellement aux États-Unis.

LUC GAGNÉ
Ottawa

Justice à rabais ?

À LA SUITE d'un article paru dans *La Presse*, je ne peux faire autrement que d'être en beau « joilvaire » ! Mais qu'est-ce que c'est que ce système juridique ? Je me mets dans la peau des policiers qui ont travaillé d'arrache-pied pour capturer ces criminels, dans la peau des contribuables qui ont payé un nouveau bâtiment, et qu'apprenons-nous ? Les procureurs de la Couronne n'ont pas assez de couilles pour aller jusqu'au bout du procès. Et qui plus est, ils négocient quoi ? Une défaite retentissante obtenant des peines allant de trois à 11 ans pour des gens qui ont un dossier criminel long comme la Transcanadienne !

Les criminels sortent encore une fois gagnants et à l'heure actuelle doivent rire haut et fort du système qui les inculpe et qui après tant d'efforts leur dit : « Allez, les grands, on laisse tomber le plus gros chef d'accusation qui pèse contre vous (meurtre) et si vous êtes gentils on vous laissera sortir au deux tiers de votre peine afin que la partie recommence. »

On a beau dire ce qu'on veut des Américains, mais eux ils ont des couilles ! Et j'aimerais bien savoir quelle peine ces criminels auraient écopée plus au sud. En terminant, j'aimerais offrir mes sympathies aux policiers et je leur dis que la prochaine fois ça sera pareil. Il y a aussi une question que je voudrais poser au juge. Seriez-vous aussi clément si votre enfant avait été tué par un de ces criminels ? Je ne le pense pas !

PHILIPPE RIVEST
Montréal

Forum

Péages sur les ponts ?

Est-ce une bonne idée de réintroduire des péages sur les ponts entourant l’île de Montréal ? Oui et non, comme nous l’ont exposé de nombreux lecteurs qui ont répondu à notre invitation. Voici certaines lettres que nous avons reçues.

Un sacré détail !

IL Y A plusieurs années, j’ai mis la main sur une étude gouvernementale volumineuse et vraiment impressionnante traitant de cet unique sujet. L’analyse disait que les postes de péages routiers constituaient la méthode de perception des taxes la moins efficace de tout le système québécois et que les seuls frais administratifs représentaient, sauf erreur, 30 % des sommes perçues. Un sacré détail !

Les péages routiers avaient été abolis quelque temps après l’étude. La question que je me pose est la suivante : considérant que les frais administratifs vont en augmentant au fil des ans, soit dans le même sens que l’augmentation du trafic routier et donc des délais d’attente et des coûts environnementaux, comment se fait-t-il que la pire des méthodes soit soudainement devenue la meilleure après 10 ou 15 ans ?

MARTIN BISSON
Pierrefonds

La paix !

LA QUESTION du péage sur les ponts autour de Montréal est encore une fois remise sur la table par divers intervenants... de Montréal (sic) et on espère une décision des fonctionnaires de Québec qui n’ont aucune crédibilité en la matière. Messieurs du ministère à Québec, quand installerez-vous un péage sur l’autoute 73, la 40 et la 20 autour de Québec ? (...)

Fichez-moi la paix (et la paie) avec votre péage autour de Montréal, messieurs du ministère à Québec, vous n’en envisagerez jamais un dans votre propre cour (futés !).

JEAN-PIERRE BONIN
Laval

J’en ai marre !

LES AUTOMOBILISTES québécois sont surtaxés versus les services qu’ils obtiennent de la part de leur gouvernement en matière de transport (comprendre ici notre réseau routier digne des pays sous-développés). Les travailleurs qui dépendent de leur automobile pour se rendre à leur travail doivent-ils à nouveau faire les frais d’une autre taxe déguisée ? Non ! J’en ai marre du débat à l’intérieur duquel on tente d’accuser les automobilistes de tous les maux de la Terre. Pour combler le déficit sans cesse grandissant d’un système de transport qui ne convient pas à tous, les utilisateurs du transport en commun insistent auprès des autorités pour qu’elles taxent les automobilistes pour subventionner un service dont ils ne peuvent pas (ou ne veulent pas) se prévaloir.

Si vous avez choisi de ne pas utiliser l’automobile comme moyen de transport, qu’il en soit ainsi, mais arrêtez de vouloir en faire porter le fardeau aux automobilistes. Je dis tout haut ce que pensent de moins en moins tout bas nombre d’automobilistes : « Lâchez-nous les baskets avec votre déficit du transport en commun et payez le coût réel de votre droit de passage comme nous le faisons pour l’usage de notre automobile. »

SERGE LECLERC
Saint-Jean-sur-Richelieu

Vivement l’autoroute 30 !

PLUSIEURS groupes de pression préconisent le retour du péage sur les ponts de la région métropolitaine. Fort bien. Mais a-t-on consulté les principaux intéressés, les usagers ? (...) Des péages ne feront qu’empirer la situation déplorable qui sévit sur le réseau routier autour de Montréal en augmentant la durée des délais et retards.

Les organismes qui souhaitent ramener le péage seraient mieux inspirés de faire une pression musclée sur nos gouvernements, tant provincial que fédéral, pour que ceux-ci cessent leurs querelles aussi enfantines que stériles et passent à l’action en réalisant notamment l’autoroute 30 qui n’est pour le moment qu’un sujet de palabres.

PIERRE BISSONNETTE
Laval

Rien pour l’Est !

COMMENT Transport 2000 peut-il prôner le rétablissement des péages aux ponts de Montréal pour favoriser le transport en commun alors que le service est actuellement inéquitable ? La Rive-Sud a son métro, le train et des voies réservées. Laval aura son métro, a un train et des voies réservées. La couronne nord (Blainville) a son train. L’Ouest est desservi par deux lignes de trains. Qu’avons-nous dans l’Est ? Rien ! Pas de métro. Pas de train. Même pas de voie réservée. Le rétablissement des péages sur les ponts de l’est de Montréal taxerait les milliers de travailleurs de Lachenaie-L’Assomption-Le Gardeur-Repentigny qui sont les parents pauvres du transport en commun montréalais. Donnez-nous une solution de rechange adéquate à l’automobile et ENSUITE instaurez les péages, pas avant.

SYLVAIN LACHAPELLE

Une mesure juste et transparente

JEAN LÉVEILLÉ
et NORMAND PARISIEN
Les auteurs sont respectivement président du conseil et directeur général de Transport 2000.

Monsieur Pratte,

NOUS CONVENONS que notre proposition publique d’établir un péage pour financer les systèmes de transport terrestres de la métropole a provoqué une onde de choc. Le contraire eut été étonnant et même suspect. Après un examen attentif des autres solutions potentielles, nous demeurons sincèrement convaincus que la solution du péage se révèle la plus juste, la plus efficace et aussi la plus transparente.

Premièrement, on allègue que les automobilistes contribuent déjà à la caisse par divers prélèvements. Or, si les citoyens sont mal taxés, il y a certainement là un problème. Il faut certes corriger cette situation. Nous avons déjà mentionné que le manque de transparence actuel engendre des frustrations. Cela dit, la solution du péage est juste du point de vue du contribuable, puisqu’elle fait appel au principe utilisateur-payeur. Vous suggérez qu’ils devront contribuer davantage, mais à 40 % présentement dans la région métropolitaine, c’est le même taux moyen qu’aux États-Unis. Les hausses de tarifs à ce chapitre sont — au plan fiscal — les plus régressives ; elles sont rejetées encore dans une plus large proportion à la fois par les automobilistes et les usagers du transport en commun (sondage SOM-T2000).

Deuxièmement, elle est la plus efficace dans la mesure où elle procure des revenus intéressants qui peuvent aussi bien servir à l’entretien du réseau routier qu’à l’amélioration des services de transport en commun, ce qui est aussi bon pour les automobilistes que pour les usagers, vous en conviendrez. D’ailleurs, nous n’avons pas le choix d’investir dans les infrastructures et les services de transport, qui sont structurants pour le développement économique et social, bref pour la prospérité et la qualité de vie des générations actuelles et futures.

Troisièmement, la question de la transparence. Qu’on cesse de cacher la réalité à la population. Il y a certainement trop de camouflage avec les diverses petites mesures existantes ; une mesure plus structurante permettrait

BRUNO LAVOIE
L’auteur habite Sainte-Julie.

À L’HEURE de pointe, il y a 14 voies de disponibles entre la Rive-Sud et Montréal. Une seule de ces voies est réservée au transport en commun, AUCUNE au covoiturage.

Je covoiture régulièrement avec deux de mes collègues de travail. Comme nous avons tous les trois à nous rendre régulièrement chez des clients, éparpillés dans toute la grande région métropolitaine, nous avons chacun une voiture, et notre stationnement est payé par l’employeur. Mais quand deux ou

La dépendance croît avec l’usage...

RÉAL BERGERON
L’auteur habite Montréal.

MONTRÉAL, à l’instar des grands centres urbains, paye un lourd tribut à l’automobile, tant en ce qui a trait à l’aménagement de son territoire, conçu pour en favoriser l’usage, qu’au point de vue de ses impacts sur l’environnement.

Il faudrait un jour faire le procès de l’automobile, mesurer ses effets, qui sont désastreux, sur la santé, la sécurité et la qualité de vie de la population urbaine, comptabiliser ses coûts, économiques, environnementaux et sociaux, et surtout — pour répondre aux questions posées par *La Presse* — déterminer qui devrait les assumer.

La plus grande partie des coûts, contrairement à ce que prétend le CAA, ce ne sont pas les automobilistes mais tous les contribuables qui les paient, quel

l’intermédiaire des taxes sur l’essence que les automobilistes paient. L’AMT se plaignait il y quelques mois du manque de stabilité de ce financement à la suite des fluctuations du prix de l’essence depuis deux ans et de la difficulté de boucler le budget des opérations courantes.

Je pose la question : le jour où d’autres automobilistes auront abandonné leur voiture et grossi les rangs des usagers du transport en commun de gré ou de force, comment ce grand rêve délirant de

Transport 2000 et autres écolos à la c... va-t-il se financer ?

En taxant les poussettes ? Les patins à roulettes ? La marche à pied ?

Qui nous assure que les revenus du péage vont servir vraiment à financer le transport en commun et qu’ils ne se retrouveront pas dans ce trou noir qu’on appelle le fond consolidé, dans la langue de bois des fonctionnaires provinciaux ?

Quelle garantie de qualité de flexibilité aurons-nous face au transport en commun ? Si tout le

monde se rendait au centre-ville, cela serait facile, mais essayez de vous rendre au travail dans un secteur industriel comme Saint-Laurent et on s’en reparlera. Les citoyens de l’île risquent d’en tirer plus d’avantages que les banlieusards.

Quant aux écolos qui habitent à proximité d’une station de métro, vous devriez avoir la décence de vous la fermer. (...)

Si des péages voient le jour, je pense que mon entreprise va déménager assez vite merci.



Photothèque La Presse

L’heure de pointe au pont Jacques-Cartier, toujours une expérience que les automobilistes ont amplement le temps de... savourer.

probablement de faire le ménage dans la fiscalité actuelle des transports.

Enfin, si on se fie au cadre juridique actuel, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) risque d’être un acteur de premier plan. Nous n’avons pas le choix de composer avec cette structure puisqu’elle a été créée il y a seulement deux ans pour regrouper les municipalités de la région métropolitaine. Que le développement ait lieu à

Chambly, Montréal, Saint-Jérôme ou Saint-Laurent, il nous importe peu. Mais en l’absence d’un cadre financier approprié, notamment dans les transports où la CMM dispose désormais de responsabilités majeures, on risque de se retrouver pendant longtemps avec des distorsions importantes et des querelles de clochers stériles dont souffrirait malheureusement toute la population « métropolitaine ».